



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 SEPTEMBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 11th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Anglo-United Textiles Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix août 1948, constituant en corporation: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, avocats, et Max Padber, comptable, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier et faire le commerce de sous-vêtements, lingerie, vêtements de nuit, tissus de laine et de coton, lainages, soieries, toiles, produits textiles et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Anglo-United Textiles Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Letters Patent

Anglo-United Textiles Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of August, 1948, incorporating: Louis Orenstein, Jacob S. Wasserman, Bernard S. Mergler, advocates, and Max Padber, accountant, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in and with underwear, lingerie, night clothes, wool and cotton fabrics, woollens, silks, linens, textiles and clothing of every sort, under the name of "Anglo-United Textiles Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares at \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Brodeur & Brodeur Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douze août 1948, constituant en corporation : François Brodeur, Albert Brodeur, industriels, et Dame Fernande Boivin Brodeur, épouse contractuellement séparée de biens de François Brodeur, tous de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Manufacturer, vendre, acheter, importer, exporter, et sans restriction commercer tous objets ou articles se rapportant directement ou indirectement à l'exercice et à la pratique de tous sports ou exercices physiques, sous le nom de "Brodeur & Brodeur Compagnie Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7150, rue Henri-Julien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Brodeur & Brodeur Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of August, 1948, incorporating : François Brodeur, Albert Brodeur, industrialists, and Dame Fernande Boivin Brodeur, housewife, wife separate as to property by marriage contract of François Brodeur, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, sell, buy, import, export, and without restriction deal in any objects or articles directly or indirectly connected with the exercise and practice of all sports or physical exercises, under the name of "Brodeur & Brodeur Compagnie Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7150 Henri-Julien street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bunny-Joy Childrens' Wear Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze août 1948, constituant en corporation : Edward Ickman, manufacturier, Ben Ikeman, Jack Wall, vendeurs et Morris Shuter, teneur de livres, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce ou faire des travaux par contrat, en gros ou en détail, de toutes sortes de robes, manteaux, costumes, blouses, vêtements de sport, tuniques, "jotspur", couvre-tout et accessoires pour femmes, demoiselles et enfants, ainsi que tous autres vêtements en soie, crêpe, satin, celanese, velours, chiffon, toile, dentelle, drap, coton, filés, lainages, tissus et aucun ou tous autres articles de même ou semblable nature, aussi diriger des magasins de détail pour la vente des articles ci-dessus, sous le nom de "Bunny-Joy Childrens' Wear Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bunny-Joy Childrens' Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of August, 1948, incorporating : Edward Ickman, manufacturer, Ben Ikeman, Jack Wall, salesmen, and Morris Shuter, bookkeeper, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal or do contracting work wholesale or retail, in all kinds of women's misses' and children's dresses, coats, suits, blouses, sportswear, jumpers, jotspur, overalls, and accessories as well as any other wearing apparel in silks, crepes, satin, celanese, velvet, chiffon, linen, lace, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics, and all or any other articles of the same or similar nature, also conduct retail stores for sale of above articles, under the name of "Bunny-Joy Childrens' Wear Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Cote des Neiges Community Association

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf août 1948, constituant en corporation sans capital-actions : Thomas Francis McMenamin, comptable, Max Sidney Kaufman, avocat, John Joseph Corcoran, gérant, Horace Thompson, assistant-gérant, George Richard McNamee, vendeur et Patrick McMenamin, retraceurs de wagons, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Créer une bonne amitié entre les résidents du district de Cote des Neiges dans la cité de Montréal, élaborer des programmes de nature culturelle, éducative, sociale, récréative et charitable, sous le nom de "Cote des Neiges Community Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des (ou le revenu annuel des) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Desrosiers Cast Stone Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1948, constituant en corporation : Aléas Desrosiers, manufacturier, Marie-Anna Savard et Thérèse Trudeau, secrétaires, tous trois de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants :

Faire le commerce et faire les affaires comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale, sous le nom de "Desrosiers Cast Stone Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 20,000 actions communes de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Duckett & Duckett Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du treize août 1948, constituant en corporation : Georges-H. Durocher, Albert-A. Fortin, courtiers en assurance, et Marcel Rivard, comptable agréé, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants :

Faire le commerce d'agents d'assurances et de courtiers d'assurances de tout genre, sujet à l'obtention au préalable de l'assentiment du Surintendant des assurances de la province de Québec, sous le nom de "Duckett & Duckett Limitée", avec un capital de \$99,000, divisé en 990 actions de \$100 chacune, et le montant avec

Cote des Neiges Community Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1948, incorporating without share capital : Thomas Francis McMenamin, accountant, Max Sidney Kaufman, advocate, John Joseph Corcoran, manager, Horace Thompson, assistant manager, George Richard McNamee, salesman, and Patrick McMenamin, car tracer, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes :

To create good fellowship between the residents of the District of Cote des Neiges in the City of Montreal, to provide programs of a cultural, educative, social, recreational, and charitable nature, under the name of "Cote des Neiges Community Association".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the Corporation will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Desrosiers Cast Stone Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1948, incorporating : Aléas Desrosiers, manufacturer, Marie-Anna Savard, and Thérèse Trudeau, secretaries, all three of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes :

To engage in and carry on the business and affairs of general contractors and builders, under the name of "Desrosiers Cast Stone Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duckett & Duckett Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of August, 1948, incorporating : Georges H. Durocher, Albert A. Fortin, insurance brokers, and Marcel Rivard, chartered accountant, all of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes :

To carry on the business of insurance agents and insurance brokers for every kind of insurance, subject to previous assent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, under the name of "Duckett & Duckett Limitée", with a capital stock of \$99,000, divided into 990 shares of \$100 each, and the amount with which the

lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$50,000. company will begin its operations shall be \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe. The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le treize août 1948. Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

Hector Groulx Inc.

Hector Groulx Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze août 1948, constituant en corporation: Maurice St-Laurent, commis, Marcelle Coupal, sténographe, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, et Maurice Sauvé, avocat, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August, 1948, incorporating: Maurice St-Laurent, clerk, Marcelle Coupal, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and Maurice Sauvé, advocate, of the Town of Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs plombiers, couvreurs, ferblantiers, poseurs d'appareils de chauffage à la vapeur, à l'eau chaude, au gaz et l'air chaud ou à l'électricité, électriciens et poseurs d'appareils et de fournitures électriques de toutes sortes, sous le nom de "Hector Groulx Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$15,000.

To carry on the business of and undertake the works of plumbing contractors, roofers, tin-smiths, steamfitters, installers of hot water, gas, hot air or electric systems; electricians and installers of electric appliances and fixtures of all kinds, under the name of "Hector Groulx Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of a par value of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations is \$15,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1948. Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

J. A. Ferland & Fils Limitée

J. A. Ferland & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze août 1948, constituant en corporation: Pothier Ferland, avocat, de la cité de St-Lambert, Georgette Champagne, fille majeure, sténographe, et Paul Germain, avocat, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August, 1948, incorporating: Pothier Ferland, advocate, of the city of St. Lambert, Georgette Champagne, spinster, stenographer, and Paul Germain, advocate, the two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, ou autrement faire le trafic et le commerce de conserves alimentaires, fruits, légumes ou viandes ou tous autres produits alimentaires de cette nature et de s'adonner à la culture de tous fruits et légumes, sous le nom de "J. A. Ferland & Fils Limitée", avec un capital de \$200,000, divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 action ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

To manufacture, produce, buy, sell, import, export, deal and trade in canned foodstuffs, fruit, vegetables or meats or any kind of food products of the same kind, and to engage in the growing of fruit and vegetables, under the name of "J. A. Ferland & Fils Limitée", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1948. Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

Joselli Suits (Canada) Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix août 1948, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats, Libby Turner et Irene Rubin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes comprenant des costumes et manteaux pour femmes, marchands de soie, coton, drap et dentelles et confectionneurs en général et marchands d'articles imperméables et tous autres articles, sous le nom de "Joselli Suits (Canada) Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie des Immeubles Viger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du onze août 1948, constituant en corporation: Georges Marsan, gérant, Roméo Martin, gérant, Robert Sauriol, electricien, Valmore Gratton, industriel, tous de la cité de Montréal, et Roger Litalien, comptable, de Saint-Basile, comté de Chambly, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, exploiter, administrer, louer, vendre, hypothéquer, échanger des terrains, édifices, maisons d'affaires, entreprises commerciales et industrielles de toutes sortes et tout autre intérêt y afferant: construire et bâtir sur tout terrain que louera ou possédera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour toutes fins, sous le nom de "La Compagnie des Immeubles Viger Limitée", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 312, rue Sherbrooke Est, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association des Taxis de Mont-Joli, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Napoléon Emond, Adalbert Ross et Honorius Lavoie, propriétaires de Taxis, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Joselli Suits (Canada) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of August, 1948, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocates, Libby Turner and Irene Rubin, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds including women's suits and cloaks, silk, cotton, cloth and lace merchants and general outfitters and dealers in waterproof goods and any other articles, under the name of "Joselli Suits (Canada) Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each, and 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie des Immeubles Viger Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of August, 1948, incorporating: Georges Marsan, manager, Roméo Martin, manager, Robert Sauriol, electrician, Valmore Gratton, manufacturer, all of the city of Montreal, and Roger Litalien, accountant, of Saint-Basile, county of Chambly, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, operate, manage, lease, sell, hypothecate, exchange, lands, buildings, business houses, commercial and industrial undertakings of every kind, and any interest connected therewith; to erect and build, upon any lot of land leased or owned by the company or in which it is in any manner interested, buildings for all purposes, under the name of "La Compagnie des Immeubles Viger Limitée", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 312 Sherbrooke Street East, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association des Taxis de Mont-Joli, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Napoléon Emond, Adalbert Ross, and Honorius Lavoie, taxi-owners, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

Promouvoir les intérêts économiques et sociaux des taxis qui feront partie de cette association, concernant toute activité professionnelle de ces taxis, sous le nom de "L'Association des Taxis de Mont-Joli, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laviolette Express Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seize août 1948, constituant en corporation: J.-Gilbert Marcell, gérant, Grégoire Dontigny, contracteur, Jean, L. L'Heureux, marchand, J.-Antoine L'Heureux, commis, et Fernand Lafontaine, contremaitre, tous de Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce de transport par camion, et à cet effet, transiger avec toutes corporations, sociétés, ou individus en vue d'effectuer le transport de toutes marchandises, colis ou effets que ceux-là peuvent lui confier pour telle fin, sous le nom de "Laviolette Express Limitée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Tite, comté de Laviolette, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mademoiselle Bonneville Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1948, constituant en corporation: Mance Bonneville, marchande, Suzanne Mousseau, commis, et Aline Normandeau, sténographe, toutes filles majeures, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre, façonner, tous genres de vêtements pour dames, jeunes filles et fillettes, sous le nom de "Mademoiselle Bonneville Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Michael Fink Textiles Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, repré-

To promote the economic and social interest of those taxis which shall form part of this association, concerning any professional activity of said taxis, under the name of "L'Association des Taxis de Mont-Joli, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laviolette Express Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of August, 1948, incorporating: J. Gilbert Marcell, manager, Grégoire Dontigny, contractor, Jean L. L'Heureux, merchant, J. Antoine L'Heureux, clerk, and Fernand Lafontaine, foreman, all of Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To engage in the transportation business by truck, and for such purpose, to transact business with any corporations, partnerships or individuals for the purpose of transporting any merchandise, parcels or effects which these said firms or people may confide to it, under the name of "Laviolette Express Limitée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Tite, county of Laviolette, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mademoiselle Bonneville Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1948, incorporating: Mance Bonneville, merchant, Suzanne Mousseau, clerk, and Aline Normandeau, stenographer, all spinners, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, fashion all kinds of garments for ladies, young girls and little girls, under the name of "Mademoiselle Bonneville Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Michael Fink Textiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred

senté par M. Alfred Morissette, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze août 1948, constituant en corporation: Michael Fink, marchand, Max Silver et Benjamin Green, manufacturiers, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers, apprêteurs, importateurs et exportateurs, entrepreneurs, marchands et négociants en gros et en détail de caoutchouc, gutta percha, cuir, lainages et tissus textiles de toutes sortes, cellulose, cellulose ou autre matière semblable, produits textiles, produits chimiques, compositions ou appareils utilisés et nécessaires à leur fabrication, étiquettes, emballage et dispositifs de publicité utilisés ou utiles pour la mise sur le marché des articles ci-dessus et de la manière jugée convenable par la compagnie, sous le nom de "Michael Fink Textiles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3678 Blvd. St-Laurent, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Nadeau & Girard Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1948, constituant en corporation: Omer Girard, cultivateur, Jean-Claude Normandin, employé de boulangerie, tous deux de la paroisse de Saint-Césaire, et Jules Nadeau, industriel, de Saint-Pie-de-Bagot, tous du district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer, préparer, mettre en conserve toutes sortes de denrées, produits ou marchandises pouvant servir à l'alimentation;

Posséder toutes fermes, terrains et y faire toutes cultures, élevages pour les fins ci-dessus;

Posséder serres chaudes pour plants de légumes, fleurs et en faire le commerce, sous le nom de "Nadeau & Girard Cie Ltée", avec un capital de \$60,000, divisé en 50,000 actions valeur nominale au pair de \$1 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pie-de-Bagot, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le seize août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Pascal Blouse Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morissette, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du onze août 1948, constituant en corporation: Hyman Pascal, Jack Pascal, manufacturiers, Pearl Germaise Pascal, ménagère, épouse séparée de biens de Jack Pascal, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Morissette, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of August, 1948, incorporating: Michael Fink, merchant, Max Silver and Benjamin Green, manufacturers, all of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers, processors, importers and exporters, contractors, wholesale and retail dealers of and in rubber, gutta percha, leather and woollen goods and textile fabrics of all kinds, cellulose, celluloid, or other similar material, textiles, chemicals, compositions or appliances used and necessary in the manufacture thereof, packing label and advertising device used or useful in the above articles in such manner as the company shall deem most advisable, under the name of "Michael Fink Textiles Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3678 St. Lawrence Blvd, in the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nadeau & Girard Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1948, incorporating: Omer Girard, farmer, Jean-Claude Normandin, butter factory clerk, both of the parish of Saint-Césaire, and Jules Nadeau, manufacturer, of Saint-Pie-de-Bagot, all of the judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture, prepare, preserve all kinds of wares, products or merchandise, capable of being used for food;

To own any farms, lands and there carry on growing and breeding for the above named purposes;

To own hothouses for plants of vegetables, flowers and to carry on business therein, under the name of "Nadeau & Girard Cie Ltée", with a capital stock of \$60,000, divided into 50,000 shares of a nominal par value of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pie-de-Bagot, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Pascal Blouse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morissette, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August, 1948, incorporating: Hyman Pascal, Jack Pascal, manufacturers, Pearl Germaise Pascal, housewife, wife separate as to property from Jack Pascal, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des sacoches, abat-jour, accessoires de modes, comprenant des rubans, voiles, fleurs artificielles, plumes, marchandises en pièces et feutres, nouveautés, chapeaux, gilets, jupes, tuniques et blouses, vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes et manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes, bretelles, jarretières, marchandises sèches, jouets, parapluies, bibelots, ornements, fourrures et casquettes, imperméables, produits en plastique de toute description quelconque, sous le nom de "Pascal Blouse Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Philip & Singer, Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze août 1948, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat, et Abraham Golden, agent, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, teinturiers, apprêteurs, nettoyeurs, repasseurs, acheteurs, vendeurs, importateurs, exportateurs et marchands en gros et en détail de toutes sortes de peaux brutes et apprêtées, peaux, fourrures et tissus de fourrure, vêtements de toutes sortes faits entièrement ou partiellement de fourrure et de tissu de fourrure, cuir et articles en cuir, sous le nom de "Philip A. Singer, Ltd.", avec un capital de \$150,000 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$20 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Provincial White Motor Sales Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit août 1948, constituant en corporation: Howard Ward, expéditeur, de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, Frederick MacLeod, gérant, et John MacKibbon, expéditeur, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toute sorte de machinerie, outillage, outils, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et accessoires nécessaires ou utiles pour la construction

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, hand bags, lamp shades, millinery supplies, including ribbons, veilings, artificial flowers, feathers, stock goods and felts, novelties, ladies' and misses' hats, jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever, braces, suspenders, dry goods, toys, umbrellas, notions, ornaments, furs and caps, raincoats, plastic products of any description whatsoever, under the name of "Pascal Blouse Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of August, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Philip & Singer, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of August, 1948, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Louis Abraham DeZwirek advocate, and Abraham Golden, agent, both of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, dyers, processors, cleaners, dressers, buyers, sellers, importers, exporters and dealers both at wholesale and retail in all kinds of raw and dressed skins, pelts, furs and fur fabrics, garments of all kinds made wholly or partly of fur and fur fabrics, leather and leather goods, under the name of "Philip A. Singer, Ltd.", with a capital stock of \$150,000 divided into 2,500 common shares of a par value of \$20 each, and 1,000 preferred shares of a par value of 100 each.

The head office of the Company will be at the City of Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Provincial White Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1948, incorporating: Howard Ward, dispatcher, of Lachute, judicial district of Terrebonne, Frederick MacLeod, manager, and John MacKibbon, dispatcher, both of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories, parts and any kind of machinery, equipment, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and accessories necessary or useful in the construction of auto-

d'automobiles, sous le nom de "Provincial White Motor Sales Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 6,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rouville Amusements Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize août 1948, constituant en corporation: Thomas-Cecil Pinsonneault, contremaitre, Michael-Edouard Pinsonneault, gérant de ventes, et Joseph-Guy-Edouard Pinsonneault, employé, tous de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer et exploiter des salles, théâtres, opéras et toutes locations et édifices convenables pour l'exhibition de vues animées et pièces cinématographiques, et dans toutes telles salles, chambres et espaces, utiliser et exploiter et conduire des exhibitions de vues animées, ou donner concerts, représentations, exhibitions et autres divertissements publics de toutes sortes, sous le nom de "Rouville Amusements Company Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé, en 3500 actions valeur nominale au pair de \$1 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Scarsdale Securities Ltd.

Avis est, par les présentes donné, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze août 1948, constituant en corporation: Daniel Anthony Gregorio, Raymond Wray, gérants, de la cité de Montréal, et René Chênevert, C.R., avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce de valeurs comme principal ou agent, sous le nom de "Scarsdale Securities Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ste-Thècle Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf août 1948, constituant en corporation: Bruno Fraser, Adélard Trudel, contracteurs, et J.-Roméo Juneau, marchand, tous de

cars, under the name of "Provincial White Motor Sales Limited", with a capital stock of \$60,000 divided into 6,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Lachute, in the Judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rouville Amusements Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1948, incorporating: Thomas Cecil Pinsonneault, foreman, Michael Edouard Pinsonneault, sales manager, and Joseph Guy Edouard Pinsonneault, employee, all of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To buy, sell, lease and operate halls, theatres, operas and any premises and buildings suitable for the showing of moving pictures and cinematographic plays, and in all such halls, rooms, and spaces, to utilize and operate and conduct moving picture shows, or give concerts, presentations, exhibitions and other public entertainments of all kinds, under the name of "Rouville Amusements Company Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 3,500 shares of a nominal or par value of \$1 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Césaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Scarsdale Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1948, incorporating: Daniel Anthony Gregorio, Raymond Wray, managers, of the City of Montreal, and René Chênevert, K.C., advocate, of the City of Westmount, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal and trade in securities as principal or agent under the name of "Scarsdale Securities Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ste-Thècle Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1948, incorporating: Bruno Fraser, Adélard Trudel, contractors, and J. Roméo Juneau, merchant, all of Sainte-Thècle, judicial

Sainte-Thècle, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer généralement dans toutes les spécialités les affaires et opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Ste-Thècle Construction Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thècle, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Syndicat Laurentien D'Initiatives
Laurentian Tourist Syndicate**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Meilleur, quincaillier, Georges Dury, marchand de nouveautés, Alcide Forget, industriel, Jules Cartier, agent de Canadian Breweries, Ltd., docteur C.-A. Pelland, médecin-chirurgien, Charles-Edouard Desrochers, hôtelier, Jean-Louis Bédard, gérant, Albin Noël, agronome, Jean O'Keefe, restaurateur, et Azellus Malo, garagiste, tous de Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Le maintien et l'extension du commerce touristique dans la région des Laurentides, sous le nom de "Syndicat Laurentien d'Initiatives" — "Laurentian Tourist Syndicate".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Varsity Pants Inc.

Avis, est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze août 1948, constituant en corporation: Michael Nathanson, marchand, William Nathanson, manufacturier, Abe Golden, enquêteur privé, et Lazarus L. Tinkoff, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, exporter, importer, négocier et faire le commerce de pantalons, vêtements de sport, chemises, habits pour garçons et hommes, sous le nom de "Varsity Pants Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

22991

district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on generally, in all the specialties thereof, the business and operations of general builders and contractors, under the name of "Ste-Thècle Construction Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thècle, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Syndicat Laurentien D'Initiatives
Laurentian Tourist Syndicate**

Notice is hereby given that under Part III of the the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of August, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Meilleur, hardware dealer, Georges Dury, dry goods merchant, Alcide Forget, manufacturer, Jules Cartier, agent for Canadian Breweries, Ltd., Doctor C. A. Pelland, physician, surgeon, Charles Edouard Desrochers, hotel keeper, Jean Louis Bédard, manager, Albin Noël, agronomist, Jean O'Keefe, restaurant keeper, and Azallus Malo, garage keeper, all of Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

The maintenance and extension of the tourist business in the Laurentides region, under the name of "Syndicat Laurentien d'Initiatives" — "Laurentian Tourist Syndicate".

The amount to which shall be limited the immovable property which the corporation may possess is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Varsity Pants Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1948, bearing date the twelfth day of August, 1948, incorporating: Michael Nathanson, merchant, William Nathanson, manufacturer, Abe Golden, private investigator, and Lazarus L. Tinkoff, advocate, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, export, import, trade and deal in pants, sports wear, shirts, boys' and men's suits, under the name of "Varsity Pants Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

22991-o

Lettres patentes supplémentaires

Avery-Fortin Ltée
Avery-Fortin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 août 1948, à la compagnie "Avery-Fortin Ltée" — "Avery-Fortin Ltd" confirmant son Règlement N° 4 : 1° convertissant les 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune en 500 actions privilégiées de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges et restrictions mentionnés audit règlement; 2° modifiant les pouvoirs de la compagnie, tels qu'accordés par ses lettres patentes originaires, en enlevant les restrictions dans le transfert des actions et en enlevant la limite de vingt actionnaires.

Daté du bureau du Procureur général le 17 août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Clonic Entreprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 août 1948, changeant le nom de la compagnie "Classical Institute of Dress Designing Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 octobre 1945, en celui de "Clonic Entreprises Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 24 août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fred Schultz Flooring and Tile Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt août 1948, à la compagnie "Fred Schultz Flooring and Tile Limited", confirmant son règlement N° XXIV, augmentant son capital de \$6,000 à \$16,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Téléphone du Nord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 août 1948, à "La Compagnie de Téléphone du Nord Limitée", confirmant son Règlement N° 72 : 1° augmentant son capital de \$10,000 à \$190,000, par la création de 1,800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° changeant l'endroit de son siège social de St-Bruno de Guigues à Ville-Marie, district judiciaire de Temiscamingue, cette partie du règlement de lisant comme suit: "Que la principale place d'affaires de notre

Supplementary Letters Patent

Avery-Fortin Ltée
Avery-Fortin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Avery-Fortin Ltée" — "Avery-Fortin Ltd.", confirming its By-law No. 4 : 1. converting the 5,000 preferred shares of \$10 each into 500 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges and restrictions mentioned in said By-law ; 2. altering the powers of the company as granted by its original letters patent, by striking out the restrictions in the transfer of shares and removing the limit of twenty shareholders.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Clonic Entreprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fourth day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Classical Institute of Dress Designing Limited" incorporated by letters patent dated October 15, 1945, to that of "Clonic Entreprises Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fred Schultz Flooring and Tile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 20th day of August, 1948 were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Fred Schultz Flooring and Tile Limited", confirming its By-Law No. XXIV increasing its capital stock from \$6,000 to \$16,000 by the creation of 100 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 10th of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone du Nord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Compagnie de Téléphone du Nord Limitée", confirming its By-law No. 72 : 1. increasing its capital stock from \$10,000 to \$190,000 by the creation of 1,800 additional common shares of a par value of \$100 each; 2. changing the place of its head office from St-Bruno-de-Guigues to Ville-Marie, judicial district of Temiscamingue, this part of the By-law reading as follows: That the head business office of our company be, in

compagnie soit dorénavant à Ville-Marie, comté et district de Témiscamingue."

Daté du bureau du Procureur général le 27 août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maple Leaf Tile & Ceramics, Ltd

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six août 1948, à la compagnie "Maple Leaf Tile & Ceramics Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Savoy Drug Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre août 1948, à la compagnie "Savoy Drug Ltd.", modifiant ses pouvoirs en y rayant les pouvoirs restreignant la manière avec laquelle les actions de la compagnie peuvent être émises, transférées ou négociées, ces pouvoirs restrictifs ayant été conférés à la compagnie par lettres patentes supplémentaires en date du cinq octobre 1945.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Grissol Bread Specialties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 août 1948, à la compagnie "The Grissol Bread Specialties Limited", confirmant son Règlement Spécial "A": 1° portant son capital-actions de \$60,000 à \$180,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 1000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges et restrictions mentionnés dans ledit règlement; 2° augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à sept, cette partie du règlement se lisant comme suit: "Que désormais le bureau de direction de la compagnie sera constitué par 7 membres au lieu de 3 membres et que les règlements concernant ledit bureau de direction au code des règlements généraux de la compagnie seront en conséquence changés."

Daté du bureau du Procureur général le 17 août 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Windsor Trading Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept

future, at Ville-Marie, county and district of Temiscamingue."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maple Leaf Tile & Ceramics, Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Maple Leaf Tile & Ceramics Ltd." extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General the 26th of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Savoy Drug Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Savoy Drug Ltd." modifying its powers by deleting therefrom those powers restricting the manner in which the shares of the company can be issued, transferred or dealt with, such restrictive powers having been conferred upon the company by supplementary letters patent dated October 5th, 1945.

Dated at the office of the Attorney General the 24th of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General

The Grissol Bread Specialties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Grissol Bread Specialties Limited", confirming its special By-law "A": 1. increasing its capital stock from \$60,000 to \$180,000, by the creation of 200 additional common shares of a par value of \$100 each, and 1000 preferred shares of a par value of \$100 each, subject to the rights, privileges and restrictions mentioned in the said By-law; 2. increasing the number of the Directors of the company from three to seven, this part of the By-law reading as follows: "That in future the Board of Directors of the company shall be formed of 7 members instead of 3 members and that the by-laws concerning the said Board of Directors, in the code of the general by-laws of the company, be consequently changed."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Windsor Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of August, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Wind-

août 1948, à la compagnie "Windsor Trading Co. Ltd.", confirmant son règlement N° 23, augmentant son capital de \$100,000 à \$140,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 300 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1948.

L'Assistant-procureur général,
22992 L. DÉSILETS.

sor Trading Co. Ltd.", confirming its By-law No. 23 increasing its capital stock from \$100,000 to \$140,000, by the creation of 100 additional common shares of the par value of \$100 each and of 300 additional preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to those preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th of August, 1948.

L. DÉSILETS,
22992-o Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1133

Québec, le 1er septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association patronale du Commerce de Québec, inc. (Section de la Boîte de Carton).

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique des employés de l'industrie de la boîte de carton de Québec, inc., pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 juin 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 juin 1948:

1. *Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du présent décret comprend les districts judiciaires de Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1133

Quebec, September 1, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the paper box industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale du Commerce de Québec, inc." (Paper Box Section),

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des Employés de l'Industrie de la Boîte de Carton de Québec, inc.", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 12, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections made against the said request have been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 12, 1948:

1. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the judicial districts of Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St. François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi, Saguenay.

b) *Juridiction industrielle*: La juridiction industrielle du présent décret comprend la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier ou carton, et de toutes autres boîtes à base de fibre, pulpe ou papier non gaufré. Toutefois le décret ne régira pas la fabrication des boîtes de carton gaufré, ni la fabrication des boîtes de bois et carton, si le carton est utilisé comme matière accessoire. Le Comité Paritaire s'en rapportera à la classification de la Commission des Accidents du Travail qui doit déterminer, pour fins de cotisation, si une industrie est essentiellement engagée dans la fabrication de la boîte de bois ou dans celle de la boîte de carton.

c) *Juridiction professionnelle*: Le présent décret ne régira que les salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé dans les articles spécifiant les taux de salaires minima ainsi que les salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans l'industrie de la boîte de carton.

II. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Les mots "contremaître" ou "contremaîtresse" désignent toute personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille elle-même le métier.

b) Les mots "assistant-contremaître" désignent toute personne qui transmet les ordres du contremaître, distribue l'ouvrage et surveille les travaux en l'absence du contremaître ou sous ses ordres.

c) Le mot apprenti "désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le décret.

d) Le terme "travailleuse-à-la-main-spécialisée" désigne toute salariée qui possède la compétence particulière requise et exécute les opérations suivantes: confection de boîtes à tablettes, boîtes à documents, boîtes d'étalage pour articles de toilette, habillage de couvercles et de boîtes à la main.

e) Le terme "travailleuse-à-la-main-ordinaire" désigne toute salariée qui aide aux salariées désignées dans le paragraphe précédent.

f) Il doit y avoir au moins une travailleuse-à-la-main-spécialisée dans chaque atelier où il y a travail à la table.

g) Le terme "préposée au paquetage" désigne toute salariée qui fait l'attachage ou le paquetage des boîtes solides.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de l'expédition et de la réception des marchandises.

i) Les mots "mécaniciens de machines fixes" et "chauffeurs" désignent tout salarié régi par la loi des Mécaniciens de Machines Fixes (S.R.Q. 1941, Ch. 178).

j) Le terme "aide-de-manufacture" désigne tout salarié préposé à la fabrication des caisses à claire-voie (crates) pour expédition et qui aide aux salariés des autres départements lorsqu'il y a accumulation, et exécutent divers autres travaux d'urgence ou d'entretien.

k) "Mécanicien de Guillotine", il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de première classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de deuxième classe.

l) Le mot "machiniste" désigne tout salarié reconnu comme mécanicien et travaillant exclusivement à la réparation des machines.

III. *Salaires minima*: Le salaire minima des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des

b) *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the present decree comprises the manufacturing of paper boxes, of wood-imitation boxes, partly made or completed with paper or cardboard, and of all other fibre, pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the decree neither applies to the manufacturing of wood and paper boxes when the paper is used as accessory material. The Parity Committee shall abide by the classification of the Workmen's Compensation Commission which determines, for levy purposes, whether an industry is essentially engaged in the manufacturing of wooden boxes or in that of paper boxes.

c) *Professional jurisdiction*: The present decree applies only to the employees for which a wage rate is established in sections stipulating minimum wage rates, and to the employees of the printing trades working in the paper box industry.

II. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The words "foreman" or "foreladies" mean any person transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and performing trade work.

b) The words "assistant-foreman" or "assistant foreladies" mean any person generally assisting the foreman, seeing to the proper carrying out of the latter's orders and, also, performing trade work.

c) The word "apprentice" designates one learning anyone of the trades governed by the decree.

d) The words "specialized female hand worker" mean any employee specially competent in making shelf boxes, document boxes, display boxes for toilet articles, box and cover dressings, and executing such work.

e) The words "ordinary female hand worker" mean any employee helping those mentioned in the foregoing subsection.

f) There shall be at least one "specialized female hand worker" in every plant where table work is required.

g) The word "packer" designates any female employee committed to the tying or paking of solid boxes.

h) The word "shipper" means any employee committed to the shipping and receiving of goods.

i) The words "stationary engineman" and "fireman" mean any employee governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1941, c. 178).

j) The words "general helper" mean any employee committed to the manufacturing of shipping crates and who helps the employees of other departments in cases of excess of work and does other urgent or maintenance work.

k) "Cutters on knife". There shall be at least one first-class cutter on knife in every plant, the others may be of second class.

l) The word "machinist" means any employee known as mechanic and committed exclusively to the repair of machines.

III. *Minimum wage rates*: The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and

immeubles et machines est le suivant pour les catégories ci-après:

Travail régulier: Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) Salariées:

	Taux horaires
Contremaitresse	\$0.52
Travailleuse-à-la-main-spécialisée	0.50
Travailleuse-à-la-main-ordinaire	0.41
Opératrice de machine à poser les dessus	0.43
Opératrice de machine "Stokes & Smith"	0.45
Opératrice de machine à couvrir	0.43
Opératrice de machine à renforts	0.43
Opératrice de gommeuse filée à la main	0.41
Opératrice de machine Redington	0.45
Piqueuse à la machine	0.43
Fileuse de machine automatique à collet	0.41
Opératrice de tout autre machine non mentionnée	0.41
Préposé au paquetage	0.41
Préposé à l'assemblage des divisions	0.35
Éplucheuse	0.35
Rabatteuse et plieuse	0.35

Apprenties dans les classifications ci-dessus:

1er semestre: 20% de moins que la classification régulière.

2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

Autres employées 0.29

b) Salariés:

Contremaitre	\$0.98
Assistant-contremaitre	0.81
Opérateur de Marqueur-Mitrailleuse	0.77
Opérateur de monteuse, simple et double	0.66
Bobineur	0.61
Presseur de rebuts	0.59
Opérateur d'emport-pièces	0.53
Faiseur de matrice	0.87
Assistant-faiseur de matrice	0.61
Pressier—presse-cylindre à découper	0.74
Fileur—presse-cylindre à découper	0.60
Pressier—presse Colt à découper	0.69
Fileur—presse Colt à découper	0.60
Pressier—colleuse Brightwood	0.73
Fileur—colleuse Brightwood	0.52
Opérateur de machine à quatre coins	0.73
Fileur de machine à quatre coins	0.52
Opérateur de Guillotine, 1ère classe	0.73
Opérateur de Guillotine, 2ème classe	0.63
Opérateur de machine à coller	0.81
Machiniste (contremaitre)	0.87
Machiniste	0.77
Expéditeu	0.72
Préposé à la circulaire (scie)	0.61
Chauffeur de camion	0.69
Aide de manufacture	0.64
Aide chauffeur de camion	0.40

Apprentis dans les classes ci-dessus:

1er semestre: 20% de moins que la classification régulière.

2ème semestre: 10% de moins que la classification régulière.

Mécaniciens de machines fixes:

2ème classe	\$0.84
3ème classe	0.73
4ème classe	0.69
Chauffeur	0.56
Autres salariés	0.38

IV. Dispositions relatives aux heures de travail:
a) La semaine normale de travail est:
1. Pour les salariés de l'Industrie de la boîte de carton de cinquante (50) heures réparties

maintenance men, shall be the following for the respective categories of hereinafter mentioned:

Regular work: The following shall be the minimum wage rates:

a) Female Employees:

	Hourly rates
Forelady	\$0.52
Specialized hand worker	0.50
Ordinary hand worker	0.41
Top-piece machine operator	0.43
Stokes and Smith machine operator	0.45
Covering machine operators	0.43
Staying machine operator	0.43
Hand-fed table gummer	0.41
Redington machine operator	0.45
Stitcher	0.43
Automatic glueing machine operator	0.41
Operator of any other machine not mentioned	0.41
Packer	0.41
Assembler	0.35
Stripper	0.35
Folder	0.35

Apprentices on above mentioned operations:

1st six months, 20% less than the regular classification.

2nd six months, 10% less than the regular classification.

Other help 0.29

b) Male Employees:

Foreman	0.98
Assistant-foreman	0.81
Scorer	0.77
End piece operator, single and double	0.66
Slitter operator	0.61
Bale press operator	0.59
Punch operator	0.53
Die maker	0.87
Assistant die maker	0.61
Cylinder box press operator	0.74
Cylinder box press feeder	0.60
Colt press operator	0.69
Colt press feeder	0.60
Brightwood operator	0.73
Brightwood feeder	0.52
Four-corner machine operator	0.73
Four-corner machine feeder	0.52
Cutter on knife first class	0.73
Cutter on knife second class	0.63
Automatic glueing machine operator	0.81
Machinist (foreman)	0.87
Machinist	0.77
Shipper	0.72
Circular saw operator	0.61
Truck driver	0.69
General Helper	0.64
Truck driver's helper	0.40

Apprentices on above mentioned operations:

1st six months, 20% less than the regular classification.

2nd six months, 10% less than the regular classification.

Stationary Enginemen:

2nd class	0.84
3rd class	0.73
4th class	0.69
Fireman	0.56
Other help	0.38

IV. Provisions respecting the hours of work:

a) The regular week of work shall consist:

1. for the employees of the paper box industry, of 50 hours distributed between 7.00 a.m. and

entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

2. Pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, de soixante (60) heures réparties sur toute la semaine.

b) *Equipe de nuit*: Les heures de travail de l'équipe de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis.

V. Travail supplémentaire:

Tout travail supplémentaire exécuté en-dehors des heures prévues à l'alinéa "1" du paragraphe "a" de l'article IV ainsi que celui fait en surplus de la semaine normale établie à l'article IV, est considéré comme travail supplémentaire aux fins du décret et doit être payé au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

VI. Travail de nuit:

L'équipe de nuit doit être rémunérée sur la base de vingt pour cent (20)% de plus que le taux du salaire régulier et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20)% pour travail supplémentaire.

VII. a) Les salaires plus élevés que ceux stipulés à l'article III, actuellement payés à des salariés, ne peuvent être diminués durant l'existence du décret à condition, toutefois, que le salarié garde le même emploi et assume les mêmes obligations.

b) Le salaire doit être payé au salarié toutes les semaines en deniers ayant cours légal dans cette Province. Il doit lui être payé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine mais de façon régulière à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

VIII. Cependant lorsque, par exception, un salarié, au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

b) Les fêtes suivantes seront chômées et payées au taux du temps régulier: Noël, le jour de l'An, l'Épiphanie la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

IX. Dispositions relatives aux jours chômés et aux vacances:

a) *Jours chômés*: Les jours chômés pour les fins d'application du décret sont les suivants: Les dimanches, le premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Toutefois, les employeurs ont la faculté de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

Aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

b) Vacances payées:

i. Tout salarié régi par le décret a droit, après

6.00 p.m. for the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday.

2. for stationary enginemen and firemen, of 60 hours distributed upon the entire week.

b) *Night shift*: Working hours of the night shifts shall be distributed between the hours of the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

V. *Overtime work*: Shall be considered as overtime work, for the purposes of the decree, any work performed in excess of the hours stipulated in paragraph 1 of subsection "a" of section IV, and that done in excess of the regular week, as indicated in section IV and it shall be paid at the rate of time and one half based upon the regular rate of pay.

VI. *Night work*: The night shift shall be paid on the basis of twenty (20) per cent in excess of the regular rate of pay, and any remuneration for overtime work shall include this twenty (20)% per cent.

VII. a) Wages actually higher than those mentioned in section III, which are paid to employees, shall not be reduced for the entire duration of the decree providing such employees keep the same obligations and duties.

b) The wages shall be paid weekly to the employees with money which is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

c) An employee who performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

VIII. a) However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

b) The following days shall be kept as holidays and paid the regular rate of wages: Christmas Day, New Year's Day, Epiphany Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

IX. *Provisions respecting observed holidays and vacations*: a) *Observed holidays*: Observed holidays, for the purposes of enforcement of the decree, shall be the following: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday until noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, the employer may observe either St. John the Baptist Day or Dominion Day.

In the case of employees working on religious holidays, steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties.

b) *Vacation with pay*. i. Every employee governed by the decree is entitled, after one

un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée d'une semaine, dont la date sera laissée à la discrétion de l'employeur.

ii. S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur au moment du congé annuel, il a droit à un congé continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services continus pour cet employeur.

iii. La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

iv. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

c) *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

i. S'il est engagé et payé à la semaine ou pour une plus longue période, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé;

ii. S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de service lui donnant droit à un tel congé;

d) *Echange de la rémunération*: Avant le départ du salarié visé par le paragraphe "b" l'employeur doit lui payer sa rémunération pour ce congé.

e) *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis.

f) *Fixation de la période de congé*: Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance la date de la période de congé.

g) *Congé obligatoire*: Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé prescrit par le décret.

X. Dispositions relatives aux apprentis:

a) Le nombre des apprentis (sexe masculin) ne doit pas dépasser 20% du total des préposés aux machines suivantes: Marqueur-Mitrailleur, Guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse-cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, colleuse Brightwood, machine à renforts et machine à quatre coins.

b) Le nombre total des apprenties (sexe féminin) ne doit pas dépasser 20% du nombre total des préposés au paquetage et aux machines suivantes: machine "Stokes & Smith", machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, gommeuses filée à la main et machine Redington.

XI. Salaires des métiers de l'imprimerie:

Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage, des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le décret, sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 2114, du 23 décembre 1947 et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec, ou dans tout autres décret qui pourrait le remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail régulier qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine.

year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least one week, the date of which to be set by the employer.

ii. When he has less than one year of continuous service for his employer at the time of the vacation, he is entitled to an annual continuous vacation with pay of at least as many half-days as he has calendar months of continuous service for his employer.

iii. The duration of continuous service shall be the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

iv. The duration of continuous service should not be considered as being interrupted especially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences, if, during these days, the employee has not done remunerated work.

c) *Remuneration*. The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. if employed and paid by the week or a longer period, to the wages which he would have received if he had been working during his vacation period;

ii. if paid on another basis, to two per cent (2%) of the wages earned during the period of service which entitles him to such vacation.

d) *Payment of vacation remuneration*. The employees referred to in subsection "b" shall be given their vacation pay by their employer before they leave for said vacation.

e) *Period of vacation*. Every vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired.

f) *Setting of vacation period*. Every employee shall know of the period of his vacation at least fifteen (15) days in advance.

g) *Compulsory vacation*. No employer may replace by a compensating bonus the annual vacation with pay prescribed by the decree.

X. *Provisions respecting apprentices*: a) The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of the operators on the following machines: scorers, cutters on knife, end piece-single and double, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch Brightwood machine, staying machine, four-corner machine.

b) The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of packers and of female operators on the following machines: Stokes and Smith machine, top-piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine hand-fed table gummer, Redington machine.

XI. *Employees of the printing trades*: The wages, labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the decree are those mentioned in the decree number 2114, of December 23, 1947, and amendments, relating to the printing trades in the district of Québec, or in any other decree that could replace it with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-eight (48) hours per week.

Il est convenu entre les parties que, dès la publication du présent décret, les employeurs s'engagent à payer les nouveaux taux de salaire mentionnés avec effet rétroactif au 1er juin 1948.

It is agreed, however, between the parties that, at the time of publication of the present decree, the employers shall pay the new wage rates herein mentioned with retroactive effect to June 1, 1948.

XII. Nonobstant les dispositions du présent décret, les parties s'engagent à signer une requête conjointe dans le but de reviser les taux minima ou de base du dit décret dans un délai de trente (30) jours de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de tout autre décret affectant la même industrie dans un autre centre de la Province, de façon que l'écart entre chacun des taux minima ou de base apparaissant au présent décret et chacun des taux minima ou de base fixés par tel autre décret ne soient pas supérieurs à cinq pour cent (5%). Si cet autre décret contient des échelles de base n'apparaissant pas au présent décret, les parties conviennent de les inclure dans leur requête en tenant compte de l'écart ci-haut mentionné.

XII. Notwithstanding the provisions of the present decree, the parties agree to sign a joint request for the purpose of reviewing the minimum or basic rates of the said decree within a delay of thirty (30) days following the publication in the *Quebec Official Gazette* of any other decree governing the same industry in another center of the Province so that the difference between minimum or basic rates of the present decree and the minimum or basic rates established such other decree shall not exceed five per cent (5%). Should another decree contain basic scales omitted in the present decree, the parties agree to include same in their request taking into account the difference above mentioned.

XIII. Le décret, dans les limites de sa juridiction territoriale, abroge et remplace le décret numéro 1884, du 12 novembre 1947.

XIII. The decree, within the limits of its territorial jurisdiction, repeals and replaces decree number 1884, of November 12, 1947.

XIV. *Durée du décret*: Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier avril 1949. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni de moins de trente (30) jours, avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

XIV. *Duration of the decree*: The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until April first 1949. It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

22993-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

22993-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1132

Number 1132

Québec, le 1er septembre 1948.

Québec, September 1, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain dans la région des Trois-Rivières.

CONCERNING amendments of the decree relating to the bakers and distributors of bread, cakes and pastries in the district of Three-Rivers.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 305 du 18 février 1938, et amendements, relatif aux métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries dans les villes des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine et Pointe-du-Lac;

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 305 of February 18, 1938, and amendments, relating to the bakers and distributors of bread, cakes and pastries in the towns of Three-Rivers, Cap-de-la-Madeleine and Pointe-du-Lac;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1948;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 10, 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

QUE ledit décret, numéro 305, soit modifié de la façon suivante:

THAT the said decree, number 305, be amended as follows:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

1° Section II is replaced by the following:

"II. Salaires minima : Les salaires minima des salariés assujettis au présent décret ne doivent pas être inférieurs aux taux ci-dessous mentionnés :

a) Boulangers, pâtisseries :	
Compagnons :	par semaine
1er boulanger	\$39.00
1er pâtissier	39.00
2ième boulanger	35.00
2ième pâtissier	35.00
3ième boulanger et les compagnons suivants	32.00
3ième pâtissier et les compagnons suivants	32.00
Apprentis :	
1ère année	\$18.00
2ième année	20.00
3ième année	24.00

b) Distributeurs :
Vingt pour cent (20%) sur les ventes au détail et huit pour cent (8%) sur les ventes dans le gros, avec garantie de pas moins de \$17.00 par semaine. (Il est entendu que ces commissions de vingt pour cent (20%) et de huit pour cent (8%) sont pour les produits fabriqués par les salariés des industries ci-haut mentionnées).

c) Le salaire de tout vendeur qui achète ses produits des industries ci-haut mentionnées pour les vendre à son propre compte, soit dans les magasins ou dans les maisons privées, ne doit jamais être inférieur à \$17.00 par semaine, s'il ne fournit que son temps, et, s'il fournit son temps et son véhicule de quelque nature que ce soit, il ne doit jamais être inférieur à \$27.00 par semaine. Les boulangeries et les pâtisseries pratiquant cette méthode sont responsables des salaires de ces salariés."

2° L'article III est remplacé par le suivant :

"III. Dispositions générales : a) Le nombre d'apprentis ne doit jamais dépasser un par quatre ou fraction de quatre compagnons boulangers ni plus de un par quatre ou fraction de quatre compagnons pâtisseries."

b) Dans toutes les boulangeries et pâtisseries ne possédant pas de machinerie spéciale, il n'est pas permis de cuire plus de trente (30) sacs de farine par semaine pour chaque salarié travaillant à l'intérieur. Dans toutes les boulangeries et pâtisseries possédant de la machinerie spéciale, il n'est pas permis de cuire plus de quarante (40) sacs de farine par semaine pour chaque salarié travaillant à l'intérieur.

Note : Si, dans une ou des boulangeries et pâtisseries, la cuisson excède le maximum ci-haut fixé de trente (30) ou quarante (40) sacs par semaine par salarié, la rémunération pour chaque sac supplémentaire doit être de \$0.70 à être répartie entre les boulangers.

c) Les distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries ne sont pas responsables des crédits autorisés par les patrons.

d) Les salariés doivent être payés au complet tous les samedis soirs.

e) Aux salariés qui, à cause de leur âge avancé ou d'aptitude physique ou mentale restreinte, ne peuvent donner le rendement d'un homme normal, le Comité paritaire chargé d'appliquer le présent décret, peut accorder, d'après la preuve jugée suffisante, une réduction de salaire suivant la proportion de leur incapacité."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23002-o

Greffier du Conseil Exécutif.

"I. Minimum wages : The minimum wages of the employees governed by the present decree shall not be less than the following rates :

a) Bakers, pastry-cooks :	
Journeymen :	per week
1st baker	\$39.00
1st pastry-cook	39.00
2nd baker	35.00
2nd pastry-cook	35.00
3rd baker and the other journeymen ..	32.00
3rd pastry-cook and the other journeymen ..	32.00
Apprentices :	
1st year	18.00
2nd year	20.00
3rd year	24.00

b) Distributors :
Twenty per cent (20%) on retail sales and eight per cent (8%) on wholesale sales, with the assurance of a minimum weekly remuneration of \$17.00. (It is understood that such commissions of twenty per cent (20%) and eight per cent (8%) are given only for the sale of products made by the employees of the industries above mentioned).

c) The wage rate of every salesman buying his products from the industries above mentioned for the purpose of selling same for his own benefit, whether in stores or private houses, shall never be less than \$17.00 per week when said salesman furnished his time only; when he furnishes his time and his vehicle, of any kind whatever, it shall never be less than \$27.00 per week. The bakeries and pastry shops operating on that basis are responsible for the wages of such employees."

2. Section III is replaced by the following :

"III. General provisions : a) The number of apprentices shall never exceed one to four journeymen bakers or fraction thereof, or one to four journeymen pastry-cooks or fraction thereof."

b) All bakeries and pastry-cook's shops not equipped with special machinery are not permitted to bake more than 30 bags of flour per week for each inside employee. All bakeries and pastry-cook's shops equipped with special machinery are not permitted to bake more than 40 bags of flour per week for each inside employee.

Note : Should a bakery or pastry shop exceed the above maximums of 30 or 40 bags of flour per week, per employee, the remuneration for each extra bag is \$0.70 to be distributed between the bakers.

c) Distributors of bread, cake and pastry are not responsible for credits authorized by employers.

d) Employees shall receive their complete pay every Saturday evening.

e) Employees who, on account of old age or lack of physical or mental skill, cannot perform the work of a normal man, may have their case referred to the Parity Committee entrusted with the administration of the present agreement and, upon sufficient proof, have their wages reduced according to the degree of their incapacity."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

23002-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1130

Québec, le 1er septembre 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la chaussure.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de la chaussure, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1881 du 12 novembre 1947 (section "B"), soit prolongé, aux mêmes taux et conditions, jusqu'au 1er novembre 1948.

A. MORISSET,

22997-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1132

Québec, le 1er septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, et amendements, relatif à l'Industrie de la Chaussure dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1948.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

22998-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1132

Québec, le 1er septembre 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux manutentiers de fret, navigation intérieure et côtière, dans le havre de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 686 du 18 mars 1943, et amendements, relatif aux manutentiers de fret, navigation intérieure et côtière, dans le havre de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1948;

**ORDER IN CONUCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1130

Quebec, September 1, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry, approved by Order in Council number 1881 of November 12, 1947 (part "B"), be extended until November 1, 1948, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

22997-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1132

Quebec, September 1, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the decree relating to the shoe industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 3003 of July 31, 1946, and amendments, relating to the shoe industry in the province of Quebec, be extended until November 1, 1948.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

22998-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1132

Quebec, September 1, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the freight handlers, inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 686 of March 18, 1943, and amendments, relating to the freight handlers, inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 10, 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;
IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 686, soit modifié de la façon suivante:

Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"a) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. est rémunéré au taux horaire de \$0.94½"

"b) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. est rémunéré au taux horaire de \$0.99½"

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
22999-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1132

Québec, le 1er septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de tavernes dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 695 du 7 mai 1938, et amendements, relatif aux employés de tavernes dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 695, soit modifié de la façon suivante:

Les articles I à X inclusivement sont remplacés par les suivants:

I. *Définitions*: Pour les fins du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "taverne" signifie l'établissement spécialement approprié à la vente au verre, et la consommation sur place, des bières de toutes sortes.

b) Le mot "tavernier" désigne le propriétaire de l'établissement défini au paragraphe "a" du présent article.

c) Les mots "commis de comptoir" désignent tous les salariés qui sont chargés de distribuer aux commis de table, la bière en fût ou en bouteille et de l'enregistrement à la caisse du prix de vente de tout produit sortant du comptoir d'une taverne; il doit avoir au moins 1,500 heures d'expérience dans ce service et posséder un certificat de qualification.

d) Les mots "commis de table" désignent les salariés qui servent les clients aux tables et ont au moins 1,500 heures d'expérience dans ce service et possèdent un certificat de qualification.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 686, be amended as follows:

Subsections "a" and "b" of section IV are replaced by the following:

"a) For work performed between the hours of 7.00 a.m. and 7.00 p.m., the rate of pay shall be \$0.94½ per hour."

"b) For work performed between the hours of 7.00 p.m. and 7.00 a.m., the rate of pay shall be \$0.99½ per hour."

(Document "E" annexed to the Order)

A. MORISSET,
22999-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1132

Quebec, September 1, 1948

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the tavern employees in the city of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 695 of May 7, 1938, and amendments, relating to the tavern employees in the city of Quebec;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 10, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 695, be amended as follows:

Sections I to X inclusive are replaced by the following ones:

"I. *Definitions*: For the purposes of the present decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The word "tavern" means an establishment specially engaged in the sale in glasses, and on the premises, of all kinds of beer.

a) The words "tavern keeper" mean the owner of the establishment defined in subsection "a" of the present section.

c) The word "barman" means the employee who hands over the draught or bottled beer to the waiters and (cash) registers the sales price of all products coming from a tavern counter; he must have at least 1,500 hours of experience as such and hold a certificate of competency.

d) The word "waiter" means any employee waiting on customers at the tables; he must have at least 1,500 hours of experience as such and hold a certificate of competency.

e) Les mots "commis supplémentaire" désignent tout commis de comptoir, commis de table, ou tout autre aide supplémentaire faisant moins de trente heures de travail par semaine.

f) Les mots "apprenti" ou "débutant" désignent tout salarié qui a moins de 1,500 heures d'expérience dans le service de comptoir ou de la table des tavernes et qui apprend ce métier, et qui y travaille habituellement pendant la durée de la semaine régulière de travail.

g) Les mots "certificats de qualification" désignent tout certificat émis par le Comité paritaire chargé de la mise en exécution du présent décret en vertu des dispositions de la loi de la convention collective en faveur d'une personne qui a exécuté les fonctions de commis de table ou de comptoir pendant au moins 1,500 heures.

II. *Jurisdiction: a) Professionnelle:* Pour les fins du présent décret, la juridiction professionnelle comprend toutes les personnes employées par un tavernier dans sa taverne pour les fins de son commerce.

b) *Territoriale:* La juridiction territoriale, pour les fins du présent décret, comprend la cité de Québec.

III. *Salaires: a)* Dans les cas d'engagements à la semaine, les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>par semaine</i>
Commis de comptoir.....	\$30.00
Commis de table.....	24.00
Apprenti ou débutant.....	18.00

b) Dans les cas d'engagements à l'heure, le salaire de 50 heures de travail par semaine aux taux ci-dessous mentionnés est garanti et doit être payé aux salariés de l'une ou l'autre de ces catégories, même si ces salariés ont travaillé moins de 50 heures pendant une semaine:

	<i>l'heure</i>
Commis de comptoir.....	\$ 0.55
Commis de table.....	0.44
Apprenti ou débutant.....	0.33

c) Pour cette considération, le salarié de l'une ou l'autre catégorie et le patron doivent se donner l'un à l'autre un avis préalable de sept jours francs pour mettre fin au contrat de louage de services les liant.

d) Tout commis supplémentaire requis de travailler a droit à un salaire minimum de \$0.45 de l'heure avec un minimum de 2 heures payées par appel.

IV. *Durée du travail:* La durée d'une semaine régulière de travail est de cinquante-six (56) heures réparties au cours de la semaine au gré du patron, et tout salarié faisant plus de cinquante-six (56) heures de travail par semaine a droit au taux de salaire et demi. Les salariés ont droit à une heure pour le dîner et une heure pour le souper. De plus, un patron ne peut forcer son salarié à travailler plus de cinquante-six (56) heures par semaine.

V. *Conditions générales de travail: a)* Si les commis de taverne sont forcés de porter des uniformes spéciaux, ces uniformes sont fournis et blanchis aux charges du patron, sans frais pour le salarié; dans le cas de costumes-uniformes, le patron peut les vendre à ses salariés à prix coûtant (ne pouvant dépasser trois (\$3.00) dollars).

b) Un tavernier ayant au moins un salarié possédant sa carte de compétence et travaillant habituellement pendant la durée normale d'une semaine de travail, n'a pas le droit d'employer plus d'un apprenti ou débutant dans un même établissement, et plus d'un salarié supplémentaire. Dans les cas d'urgence dont la preuve incombe à l'employeur, exception peut être faite quant à ce

e) The words "occasional clerk" mean any extra barman, waiter or employee working less than thirty hours per week.

f) The words "apprentice" or "beginner" mean any employee who has less than 1,500 hours of experience as barman or as waiter and who is learning the trade and working habitually the regular work week.

g) The words "certificate of competency" mean any certificate issued by the Parity Committee entrusted with the enforcement of the present decree in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act in favour of a person having worked as barman or waiter during a minimum of 1,500 hours.

II. *Jurisdiction: a) Professional:* For the purposes of the present decree, the professional jurisdiction comprises all persons employed by a tavern keeper in his tavern for the purposes of his trade.

b) *Territorial:* The territorial jurisdiction, for the purposes of the present decree, comprises the City of Quebec.

III. *Wages: a)* In the case of employment by the week, the minimum wages shall be as follows:

	<i>Per week</i>
Barman.....	\$30.00
Waiter.....	24.00
Apprentice or beginner.....	18.00

b) In the case of employment by the hour, the wages for 50 hours of work per week at the rate hereunder mentioned is guaranteed and shall be paid to employees of either category even if such employees worked less than 50 hours during the week:

	<i>Per week</i>
Barman.....	\$ 0.55
Waiter.....	0.44
Apprentice or beginner.....	0.33

c) For this consideration, the employee of either category and the employer shall notify each other at least seven (7) days in advance to cancel the labour contract binding upon them.

d) Every occasional employee called to work shall be paid at least \$0.45 per hour with a minimum of two hours' pay per call.

IV. *Duration of labour:* The weekly duration of labour shall be one of fifty-six (56) hours distributed in the week at the option of the employer, and every employee working more than fifty-six (56) hours per week shall be entitled to time and a half. Employees shall be given one hour off for the noon meal and another hour off for the evening meal. Moreover, no employer may compel his employees to work more than fifty-six (56) hours in one week.

V. *General working conditions: a)* Should tavern employees be required to wear special uniforms, such uniforms shall be supplied and cleaned by the employer, no cost thereof being borne by the employee. In the case of full uniforms, the employer may sell same to his employees at cost price (not exceeding three (\$3.00) dollars.)

b) A tavern keeper having at least one employee with a certificate of competency who works habitually the standard work week may not employ more than one apprentice or beginner in a same establishment, and more than one occasional employee. For an emergency, to be proved by the employer, more occasional employees may be hired. The employer is not

nombre de salariés supplémentaires. Le patron n'est pas considéré comme un salarié pour les fins de cet article.

c) Le commis de table appelé à remplacer le commis de comptoir, même si ce dernier est patron, plus d'une heure par jour, est rémunéré conformément au salaire stipulé dans l'échelle pour le commis de comptoir.

d) Le pourboire, quelque forme qu'il prenne, est la propriété exclusive du salarié; le patron ne peut le retenir ou s'en servir comme partie du salaire, même avec le consentement du salarié.

e) Le commis de comptoir, les commis de table, le commis surnuméraire et l'apprenti sont tenus au ménage journalier de la taverne, au lavage des verres, des tables, des planchers, des vitres, des chaises, des crachoirs, des urinoirs, et autres travaux nécessaires à l'opération et à la bonne tenue de la taverne. Toutefois dans les tavernes où ces travaux étaient faits, en tout ou en partie, par des tiers, l'état de chose existant ne doit pas être changé.

Ces travaux sont faits et exécutés, sans rémunération additionnelle, pendant la durée de la semaine régulière de travail.

VI. *Gîte et couvert*: Si l'employeur fournit le gîte et le couvert à son salarié, il peut charger \$3.00 par semaine dans le premier cas et \$0.40 par repas dans le second cas.

Age: Aucun salarié assujéti au présent décret ne doit être âgé de moins de 20 ans.

VII. *Congés annuels payés*: a) *Droit au congé*: Tout salarié lié par le présent décret a droit:

1. Après un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours, et

2. S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur.

b) *Période de services continus donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel payé, la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé doit s'établir du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante, et précédant la prise de congé.

c) *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, le délai congé, les absences autorisées, si le salarié n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

Dans la durée des services, les mois de calendrier pendant lesquels un salarié n'a pas en fait travaillé, quoiqu'il n'y ait pas eu de résiliation de son contrat de travail, ne sauraient être comptés.

d) *Rémunération*: Le salarié a droit, pour son congé à une rémunération équivalente

1. S'il est engagé et payé à la semaine ou pour une plus longue période, au salaire auquel il aurait droit s'il travaillait pendant les jours de travail de sa période de congé.

considered as an employee for the purposes of this section.

c) The waiter required to replace the barman, even if the latter is the employer, more than one hour per day, shall receive the wages determined herein for barman.

d) The tip, in any form whatever, shall remain the exclusive property of the employee; the employer cannot retain or use it as part of the wages, even with the employee's assent.

e) The barman, the waiter, the occasional clerk and the apprentice may be required to clean the tavern daily, wash the glasses, tables, floors, windows, dados, spittoons, urinals and other occupations necessary to the operation and upkeep of the tavern. However, in taverns where such work was carried out by other persons this state of things shall not be changed.

This work shall be done and carried out without extra pay during the standard work week.

VI. *Room and board*: When the employer rooms and boards his employee, he may deduct \$3.00 per week in the first instance and \$0.40 per meal in the second.

Age: No employee governed by the present decree shall be under 20 years of age.

VII. *Annual vacation with pay*: a) *Right to a vacation*: Every employee governed by the present decree is entitled:

1. After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days; and

2. if he has not yet completed a year's service in the employ of his employer to a continuous annual vacation with pay of as many half-days as he has calendar months of continuous service in the employ of his employer.

b) *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation*: For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year (prior to the vacation).

c) *Continuous service*: By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence, through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employees did not hold any other remunerated employment.

Shall not be counted in the period of continuous service, the calendar months during which an employee has not effectively worked even though his labour contract has not been cancelled.

d) *Remuneration*: For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to

1. the wages to which he would be entitled if he were to work during the working days of his vacation period, if he is engaged and paid by the week or for a longer period;

2. S'il est payé suivant un autre mode, à 2% du salaire gagné, en incluant l'indemnité pour vacances, durant la période s'étendant du 1er mai au 30 avril suivant et lui donnant droit à tel congé.

Cette rémunération, quand le salarié est pensionné en tout ou en partie par son employeur, doit comprendre, en sus, les montants fixés pour tel service par le présent décret.

e) *Echéance de rémunération*: Avant le départ du salarié, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

f) *Période de prise de congé*: Chaque congé annuel doit être donné entre le 1er juin et le 15 septembre de la même année.

g) *Fixation de la période de congé*: Le salarié a le droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

h) *Résiliation contrat de travail*: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié lui-même a droit à une indemnité.

1. représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et

2. représentant 2% du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

3. Le salarié qui n'a pas donné à son employeur l'avis prévu par l'article III, paragraphe "c", perd *ipso facto* tous les bénéfices prévus au présent article.

VIII. En vue de faciliter les conditions de travail, les employeurs et les salariés conviennent de servir la bière en fût dans des verres uniformes d'une capacité et forme approuvées par la Commission des Liqueurs de Québec.

IX. Les inspecteurs à l'emploi du Comité paritaire chargé de la mise à exécution du présent décret ont le droit de visiter toute taverne régie par ledit décret, sans avis préalable, et durant telle visite ils ont le droit de vérifier la capacité des verres servis aux clients et le prix par eux payé.

X. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er mai 1949. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit, à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni de moins de trente (30) jours, avant le 1er mai de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23004-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTE EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1132

Québec, le 1er septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941,

2. two per cent (2%) of the wages earned, including vacation indemnity, during the period extending from the 1st of May to the 30th of April next and entitling him to such vacation, if he is paid on any other basis.

When an employer provides his employee with board and lodging in whole or in part, the value of such board and lodging, as fixed by the present decree, shall be added to the aforesaid remuneration in order to ascertain vacation indemnity.

e) *Date of payment of remuneration*: The vacation pay shall be given by the employer to his employee before his departure on vacation.

f) *Period during which vacation is to be taken*: Every vacation shall be given between June 1st and September 15th of each year.

g) *Fixing of date of vacation*: The employee has the right to know the date of his vacation at least fifteen days in advance.

h) *Cancellation of labour contract*: At the time of the cancellation of his labour contract, the employee himself is entitled to an indemnity.

1. consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation and

2. consisting of two per cent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

3. The employee who has not notified his employer, as stipulated in subsection "c" of section III, shall *ipso facto* lose all the privileges provided for under the present section.

VIII. In order to better working conditions, the employers and employees agree to serve draught beer in uniform glasses, the capacity and form of which is approved by the Quebec Liquor Commission.

IX. The inspectors of the Parity Committee entrusted with the administration of the present decree shall have the right to enter any tavern governed hereby, without notice, and to check the capacity of glasses served to customers and the prices paid.

X. *Duration of the decree*: The present decree shall remain in force until May 1, 1949. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other, in writing, to the contrary within a period of neither more than sixty (60) days nor less than thirty (30) days prior to May 1st of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

23004-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1132

Quebec, September 1, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter

chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1948;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 968, soit modifié de la façon suivante:

L'item "Peintre, décorateur. 0.95 0.80", apparaissant à l'échelle de salaires de l'article III est remplacé par le suivant:

	ZONE I	ZONE II
"Peintre, décorateur."	\$1.06	\$0.80
(Document "B" annexé à l'arrêté).		

A. MORISSET,

23003-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1134

Québec, le 1er septembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de garages dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Montreal Automobile Trade Association Limited", La Section de l'Automobile de L'Association des Marchands Détaillants du Canada, Inc., la "Canadian Automotive Wholesalers Association", division de l'Est de Montréal, et L'Association Canadienne des Distributeurs d'Essence, Inc.,

Et, D'AUTRE PART:

L'Association Canadienne des Travailleurs de l'Automobile, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1948;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Temiscamingue, Pontiac and Labelle;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 10, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 968, be amended as follows:

The item "Painter, decorator. 0.95 0.80", contained in the wage scale of section III, is replaced by the following:

	ZONE I	ZONE II
"Painter, decorator."	1.06	0.80
(Document "B" annexed to the Order).		

A. MORISSET,

23003-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1134

Quebec, September 1, 1948

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the garage employees in Montreal and Jesus Islands.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Montreal Automobile Trade Association Limited; The Automobile Section of the Retail Merchants Association of Canada, inc.; The Canadian Automotive Wholesale Association, Eastern Division, Montreal; and "L'Association canadienne des Distributeurs d'Essence, inc."

And, ON THE OTHER PART:

The Canadian Automobile Workers' Association, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 10, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections made against the said request have been submitted to the contracting parties for consideration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle* de Québec, édition du 10 juillet 1948.

I. Définitions: Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Artisan*: Le mot "artisan" désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le décret.

b) *Apprenti*: Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend l'un des métiers de l'industrie de l'automobile.

c) *Compagnon*: Le mot "compagnon" désigne toute personne ayant terminé son apprentissage dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, et détenant un certificat de qualification de compagnon à cet effet, tels que charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôleur, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc. Cette énumération n'est pas limitative.

d) *Démolisseur*: Le mot "démolisseur" désigne toute personne faisant exclusivement la démolition ou employée exclusivement à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces, ou d'en vendre le métal comme rebut (scrap).

e) *Homme de service des garages*: Ce terme désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse les véhicules-moteurs, conduit des véhicules-moteurs, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change les pneus ou les accumulateurs électriques, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout autre menu accessoire de véhicules moteurs. Doit toutefois être exclus, l'installation de radios, des appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour les signaux de direction, laquelle doit être faite par un compagnon.

f) *Homme de service de débits d'essence et des stations de service*: Classe "A": Ce terme désigne tout salarié qui vend de l'essence, vend des lubrifiants ou graisse les véhicules-moteurs, lave les véhicules-moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change les pneus ou les accumulateurs électriques, exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éventail, de bougies ou de tout autre menu accessoire de véhicules-moteurs. Doit toutefois être exclue, l'installation de radios, des appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour les signaux de direction.

g) *Homme de service de débits d'essence et des stations de service*: Classe "B": Ce terme désigne tout salarié qui fait l'une des opérations énumérées au paragraphe "f", mais qui ne vend pas de l'essence ou de lubrifiants ou ne graisse pas les véhicules-moteurs.

Le seul fait pour un homme de service de vendre de l'essence ou des lubrifiants ou de graisser les véhicules-moteurs, en fait automatiquement un homme de service de la Classe "A".

h) *Homme de service de débits d'essence et des stations de service*: Classe "C": Ce terme désigne tout salarié qui a moins de quatre (4) mois d'expérience dans l'industrie.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 10, 1948:

I. Definitions: For the purpose of the decree, the following words shall have the meaning hereinafter given to them:

a) *Artisan*: The word "artisan" means any person doing alone or in partnership a kind of work governed by the decree.

b) *Apprentice*: The word "apprentice" means any person learning one of the trades of the automobile industry.

c) *Journeyman*: The word "Journeyman" means any person having completed his apprenticeship in one of the trades of the automobile industry and holding a journeyman's competency certificate to this effect, such as: blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanic, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder and wheelwright. The present enumeration is not limitative.

d) *Demolisher*: The word "demolisher" means any person exclusively employed in, or doing exclusively, in the demolishing of motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or of selling the metal as scrap.

e) *Garage Service Man*: These words mean any employee who sell gasoline and lubricants, greases, drives or washes motor-vehicles, does the cleaning or heating of the establishment, changes tires or batteries, performs various emergency operations such as replacing fan belts, spark plugs or any other motor-vehicle accessories. However, the installation of radios, of air conditioning units and of directional switches, which must be performed by a journeyman, must be excluded.

f) *Service man in gasoline Stations and Service Stations*: Class "A": These words mean any employee who sells gasoline and lubricants or greases and/or washes motor-vehicles, does the cleaning or the heating of the establishment, changes tires or batteries, performs various urgent operations such as replacing fan belts, spark plugs or any other motor vehicle accessory. However, the installation of radios, air-conditioning units and directional signal switches, shall be excluded.

g) *Service man in gasoline stations and service stations*: Class "B": These words mean any employee who performs one of the operations enumerated in subsection "f" but who does not sell gasoline or lubricants, or does not grease motor-vehicles.

A service man who sells gasoline or lubricants, or greases vehicle-motors shall automatically become a service man of Class "A".

h) *Service man in gasoline stations and service stations*: Class "C": These words mean any employee with less than four (4) months of experience in the industry.

i) *Salarié*: Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan ou employé qui travaille individuellement en équipe ou en société, à l'exception des commis, des vendeurs de service ("service salesmen"), des employés de bureau et des employés préposés à la vente des automobiles.

j) *Vérificateur*: Le mot "vérificateur" désigne tout salarié affecté à la vérification mécanique des véhicules-moteurs. Il doit être un mécanicien de première ou deuxième classe, mais, dans tous les cas, son salaire doit être celui du mécanicien de première classe.

N'est pas considéré comme vérificateur, le vendeur de service ("service salesman"), c'est-à-dire celui qui suggère les réparations à effectuer, en fixe le coût, soit sur examen du véhicule-moteur dans l'établissement ou en dehors de l'établissement.

k) *Atelier de mécanique*: Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

l) *Débit d'essence*: Le terme "débit d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où il se fait la vente de l'essence ou de lubrifiants pour l'usage de véhicules-moteurs.

Ne sont pas considérés comme débits d'essence, les établissements couverts d'une surface d'entreposage intérieur de véhicules-moteurs de plus de 3,000 pieds carrés.

m) *Garage*: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages, et, par conséquent, assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou autrement la réparation ou la reconditionnement des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non.

Sont également considérés comme "garages", les débits d'essence des établissements couverts d'une surface d'entreposage intérieur de véhicules-moteurs de plus de 3,000 pieds carrés.

n) *Station de service*: Le terme "Station de Service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

o) *Terrain de démolition*: Le terme "Terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emménagement, de réparation, ou démolis pour vendre le métal comme rebut.

p) *Terrain de stationnement*: Le terme "Terrain de Stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

q) *Taux de salaire régulier*: Le terme "Taux de salaire régulier" désigne le salaire effectivement payé par l'employeur ou l'employeur professionnel du salarié de jour ou de nuit pour travail effectué durant les heures de travail régulières en vertu d'un contrat verbal ou écrit; ce taux de salaire ne doit jamais être inférieur au taux de salaire minimum établi par le décret.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction professionnelle et industrielle*: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, des stations de service, des terrains de stationnement, terrains de démolition et ateliers de mécanique, tels que définis à l'article I.

Exemptions: Le décret ne s'applique pas:

1° Aux établissements industriels et commerciaux ni aux entreprises publiques de transport

i) *Employee*: The word "employee" means any apprentice qualified worker or journeyman, any labourer or common worker, artisan or employee working individually in a shift or in partnership, with the exception of clerks, service salesman, office employees and automobile salesman.

j) *Tester*: The word "tester" means any employee committed to the mechanical testing of motor-vehicles. He must be a first or second-class mechanic but, in any event, his salary shall be that of a first-class mechanic.

Shall not be considered as "tester", the service salesman, that is, the employee who suggests what repairs should be made and the cost thereof, after examining the motor-vehicle, whether inside or outside of the establishment.

k) *Machine Shop*: The words "machine shop" mean any establishment or place where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

l) *Gas Station*: The words "gasolene station" mean any place, stationary or not, where gasolene or lubricants for motor-vehicles are sold.

Shall not be considered as a gasolene station a roofed establishment of an area for interior storing of motor-vehicles of more than 3,000 square feet.

m) *Garage*: The word "garage" means any place where motor-vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts or rebuilding of motors and or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree.

Shall also be considered as "garages", the gasolene stations in a roofed establishment of an area for interior storing of motor-vehicles of more than 3,000 square feet.

n) *Service Station*: The words "service station" mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

o) *Scrapping Yard*: The words "scrapping yard" mean any place where motor-vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing or scrapping.

p) *Parking Ground*: The words "parking ground" mean any place where motor-vehicles are parked.

q) *Regular Wage Rate*: The words "regular wage rate" mean the wages effectively paid by the employer or professional employer to the night or day employee for work done during the regular hours of work in virtue of a verbal or written agreement; this rate of wages should never be lower than the minimum wage rate fixed by the decree.

II. *Jurisdiction*: a) *Professional and Industrial Jurisdiction*: Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, professional employers, artisans and wage-earners in garages gasolene stations, service stations, parking grounds, scrapping yards, machine shops, such as defined in section I.

1. To commercial and industrial establishments and to public bus or truck transport con-

par autobus ou par camions, en autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs propres besoins et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

2° Aux établissements qui fabriquent des véhicules-moteurs neufs.

b) *Jurisdiction territoriale*: Le présent décret s'applique à tout le territoire comprenant l'île de Montréal et l'île Jésus.

COMPAGNONS ET APPRENTIS DE JOUR

III. *Salaires minima des compagnons et apprentis de jour*: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de jour ci-après:

a) Apprentis de jour de toutes les catégories:

	L'heure
1er semestre.	\$0.40
2ème semestre.	0.45
2ème année.	0.50
3ème année.	0.65

b) Compagnons de jour exerçant l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charbon, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, peintre, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôleur, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc.

cerns inasmuch as they limit their services exclusively to their own needs and do no work for public customers.

2. To establishments manufacturing motor vehicles or engaged in the assembling of parts used on new motor vehicles.

b) *Territorial Jurisdiction*: The present decree applies in the entire territory comprising the Islands of Montreal and Jesus.

DAY JOURNEYMEN AND APPRENTICES

III. *Minimum wage scale for day journeymen and apprentices*: The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories of day employees hereinafter mentioned:

a) Day apprentice of all categories:

	Per hour
1st six months.	\$ 0.40
2nd six months.	0.45
2nd year.	0.50
3rd year.	0.65

b) Day journeymen plying one of the trades of the automobile industry such as blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanics, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder, wheelwright, etc.

Durant les premiers six (6) mois à compter de la date de la mise en vigueur du décret — During the first six (6) months following the coming into force of the decree.	Durant toute période subséquente During any subsequent entire period.
---	--

	De l'heure — Per hour	De l'heure — Per hour
Première classe — First class	\$ 1.00	\$ 1.00
Deuxième classe — Second class	0.85	0.90
Compagnons non couverts par les deux classes de compagnons ci-haut mentionnées — Journeymen not belonging to the two above mentioned classes of journeymen	0.65	0.65

IV. *Définition des compagnons et apprentis de jour*: Les compagnons et apprentis de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept heures du matin et sept heures du soir, ou sont ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe, sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7) heures a.m. et sept (7) heures p.m.

IV. *Definition of day journeymen and apprentices*: The day journeymen and apprentices are those employed in an establishment governed by the decree who work ordinarily and chiefly between the hours of 7.00 a.m. and 7.00 p.m., or are those who, employed in an establishment operating more than one shift, are committed to day work, that is, perform their work or the greater part thereof between the hours of 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

V. *Détermination et répartition des heures de travail des compagnons et apprentis de jour*: a) Pour les compagnons et apprentis de jour, la journée régulière de travail est de neuf (9) heures réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement, et de quatre (4) heures le samedi, réparties entre 7.00 a.m. et midi.

V. *Determination and distribution of working hours for day journeymen and apprentices*: a) For day journeymen and apprentices, the regular working day consists of nine (9) hours distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., from Monday to Friday inclusive, and of four (4) hours on Saturday distributed between seven 7.00 a.m. and twelve o'clock noon.

b) La semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures et toute heure de travail effectuée en plus desdites 49 heures, réparties suivant les heures ci-haut mentionnées, doit être payée au taux de salaire régulier, majoré de 50%.

b) The regular working week is one of forty-nine (49) hours and all hours of work performed over the said 49 hours distributed between the above mentioned hours are paid at the regular wage rate increased by 50%.

c) Sont payées au taux de salaire régulier majoré de 50%, toutes les heures de travail effectuées après sept (7) heures p.m. du lundi au vendredi inclusivement, et après midi, le samedi.

c) All hours of work performed after seven (7) p.m., from Monday to Friday inclusive and after twelve o'clock noon, on Saturday, shall be paid at the regular wage rate increased by 50%.

d) Sont payées au taux de salaire régulier majoré de 100%, toutes les heures de travail effectuées entre onze (11) heures p.m. et sept (7.00) heure a.m., du lundi au samedi matin inclusivement, et après cinq (5.00) heures p.m., le samedi.

d) All hours of work performed between eleven (11) p.m., and seven (7) a.m., from Monday to Saturday Morning inclusively, and after Five (5.00) p.m., on Saturday, shall be paid at the regular wage rate increased by 100%.

COMPAGNONS ET APPRENTIS DE NUIT

NIGHT JOURNEMEN AND APPRENTICE

VI. *Salaires minima des compagnons et apprentis de nuit*: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des catégories de salariés de nuit ci-après:

VI. *Minimum wage scale for night journeymen and apprentices*: The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories of night employees hereinafter mentioned:

a) Apprenti de nuit de toutes les catégories:	de l'heure
1er semestre	\$0.45
2ième semestre	0.50
2ième année	0.55
3ième année	0.75

a) Night apprentices for all categories:	Per hour
1st six months	\$ 0.45
2nd six months	0.50
2nd year	0.55
3rd year	0.75

b) Compagnons de nuit exerçant l'un des métiers de l'industrie de l'automobile, tels que charbon, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparations de radiateurs, soudeur, teinturier, tôleux, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc.,

b) Night journeymen plying one of the trades of the automobile industry such as blacksmith, bodyman, carpenter, electrician, glazier, lettering-painter, machinist, mechanic, painter, radiator repairer, sheet metal worker, tester, upholstery cleaner and dyer, upholstery maker, vulcanizer, welder, wheelwright, etc.,

Durant les premiers six (6) mois à compter de la date de la mise en vigueur du décret —	Durant toute période subséquente.
During the first six (6) months following the coming into force of the decree.	During any subsequent period.

	De l'heure — Per hour	De l'heure — Per hour
Première classe — First class	\$ 1.15	\$ 1.15
Deuxième classe — Second class	0.95	1.00
Compagnons non couverts par les deux classes de compagnons ci-haut mentionnées — Journeymen not belonging to the two above mentioned classes of journeymen	0.75	0.75

VII. *Définition des compagnons et apprentis de nuit*: Les compagnons et apprentis de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui de nuit, c'est-à-dire entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin, ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin.

VII. *Definition of night journeymen and apprentices*: The night journeymen and apprentices are those who being employed in an establishment operating more than one shift, ordinarily perform their work or the greater part thereof during the night that is: between the hours of 7.00 p.m. and 7.00 a.m. or again those who, being employed in an establishment operating only one shift, ordinarily perform their work or the greater part thereof between the hours of 7.00 p.m. and 7.00 a.m.

VIII. *Détermination et répartition des heures de travail des compagnons et apprentis de nuit*:

VIII. *Determination and distribution of working hours for night journeymen and apprentices*: For night journeymen and apprentices, the regular working period consists of nine (9) hours distributed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.

a) Pour les compagnons et apprentis de nuit, la durée régulière de travail est de neuf (9) heures réparties entre sept (7.00) heures p.m. et sept (7.00) heures a.m.

b) The regular working week consists of forty-nine (49) hours and all hours of work performed over and above the said 49 hours distributed between the above mentioned hours is paid at the regular wage rate increased by 50%.

b) La semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures et toute heure de travail effectuée en plus desdites 49 heures, réparties entre les heures ci-haut mentionnées, doit être payée au taux de salaire régulier majoré de 50%.

c) Sont payées au taux de salaire régulier majoré de 50% toutes les heures de travail effectuées après sept (7.00) heures a.m. au lundi au vendredi inclusivement.

c) All hours of work performed after seven (7.00) a.m. from Monday to Friday inclusively, shall be paid at the regular wage rate increased by 50%.

d) Sont payées au taux de salaire régulier majoré de 100%, toutes les heures de travail effectuées entre onze (11.00) heures a.m. et sept (7.00) heures p.m. du lundi au samedi inclusivement.

d) All hours of work performed between eleven (11.00) a.m. and seven (7.00) p.m., from Monday to Saturday inclusively, shall be paid at the regular wage rate increased by 100%.

IX. Démolisseurs : salaires minima :

de l'heure

Démolisseurs ayant moins de quatre (4) mois d'expérience dans l'industrie de l'automobile. \$0.50
Tous les autres démolisseurs 0.80

Les heures de travail et les conditions de travail des démolisseurs sont exactement les mêmes que celles des compagnons et apprentis.

X. Re-classification du compagnon de troisième classe : Tout compagnon possédant actuellement un certificat de qualification de troisième classe, doit, au cours d'une période de six (6) mois à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret se présenter devant le Bureau des examinateurs, pour y subir un examen de façon à établir, de nouveau, son degré de compétence.

A défaut par ledit salarié de ne pas se présenter dans le délai ci-dessus fixé, il sera automatiquement considéré comme ayant la compétence d'un apprenti de 2^{ème} année et commendera le même taux de salaire qui est accordé à un tel apprenti, au sens du présent décret.

Advenant pour ce compagnon de troisième classe, de ne pouvoir se présenter pour cause, dans le délai prescrit, ledit compagnon doit en aviser le Comité paritaire par lettre recommandée. Le cas sera référé au Comité paritaire qui statuera.

XI. Garantie de quatre (4) heures : Tout compagnon ou apprenti appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière, a droit à une rémunération d'au moins quatre (4) heures par appel au taux régulier.

Chaque journée régulière de travail comporte deux appels, soit un appel entre sept (7.00) heures a.m. et midi et un appel entre une heure (1.00) de l'après-midi et sept (7.00) heures du soir.

XII. Garantie obligatoire de quarante (40) heures : Les apprentis et compagnons de jour doivent recevoir une garantie minimum de quarante (40) heures de salaire par semaine, réparties entre sept (7) heures a.m. et sept (7) heures p.m., du lundi au vendredi inclusivement, et de sept (7) heures a.m. à midi, le samedi.

Les apprentis et compagnons de nuit doivent recevoir une garantie minimum de quarante (40) heures de salaire par semaine, réparties entre sept (7) heures p.m. et sept (7) heures a.m., du lundi au samedi inclusivement.

En cas d'absence volontaire ou de retard, cette garantie de quarante (40) heures est calculée en déduisant le total des heures d'absence volontaires ou des heures de retard survenues au cours de la semaine régulière de travail des 40 heures garanties pour chaque semaine.

XIII. Salaires minima : Hommes de service de jour dans les garages : Le salaire minima est le suivant :

de l'heure

Homme de service de jour dans les garages \$0.55

Pour ces hommes de service, la semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures réparties entre sept (7) heures a.m. et sept (7) heures p.m.

Pour toutes les heures de travail entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., effectuées en plus des 54 heures, le salaire régulier doit être majoré de \$0.05 l'heure jusqu'à concurrence de la soixantième heure.

Toutes les heures de travail en plus des soixante (60) heures effectuées entre (7.00) a.m. et sept (7.00) p.m., de même que toutes les heures de travail effectuées après sept (7.00) p.m., doivent être payées au salaire régulier majoré de 50%.

IX. Demolishers: Minimum wage scale:

Per hour

Demolishers having less than four (4) months experience in the automobile industry. \$ 0.50
All others demolishers 0.80

The hours of work and the working conditions of demolishers shall be exactly the same as those of journeymen and apprentices.

X. Re-classification of third class journeymen: All journeymen heretofore holding a Third Class Competency certificate shall, within the first six (6) months from the date of the coming into force of the present decree, sit before the Board of Examiners for a Re-Board.

Should the said employee to fail present himself for a Re-Board within the above mentioned delay it shall cause him to be automatically considered as a third-class apprentice and his salary will be that fixed for such apprentice, under the terms of the present decree.

Should such third-class journeymen not be able to present themselves for cause within the above prescribed delay, they shall advise the Parity Committee by registered letter. Their case will be referred to the Parity Committee for a ruling.

XI. Four (4) hours guarantee: All journeymen and apprentices called to work less than the regular day are entitled to a remuneration of at least four (4) hours per call at the regular wage rate.

There will be two calls for each regular working day, to wit: a call between seven (7.00) a.m. and twelve o'clock noon (12.00) p.m. and another call between one o'clock in the afternoon (1.00 p.m.) and 7.00 p.m.

XII. Obligatory guarantee of forty (40) hours: The day apprentices and journeymen shall benefit by a minimum guarantee of forty (40) hours, pay every week, distributed between seven (7.00) a.m. and seven (7.00) p.m., from Monday to Friday inclusively and between seven (7.00) a.m. and twelve o'clock noon (12.00 p.m.) on Saturday.

The night apprentices and journeymen shall benefit by a minimum guarantee of forty (40) hours pay every week, distributed between seven (7.00) p.m. and seven (7.00) a.m., from Monday to Saturday inclusively.

In the event of voluntary absence or loss of time for being late, this forty (40) hours' guarantee shall be calculated by deducting from the forty (40) hours' guarantee for each week, the total hours of voluntary absence and/or of the above loss of time.

XIII. Garage day service men: The minimum wage scale is the following:

Per hour

Garage day service men. \$ 0.55

For these service men the regular working week consists of fifty-four (54) hours distributed between seven (7.00) a.m. and seven (7.00) p.m.

For all hours of work performed between seven (7.00) a.m. and seven (7.00) p.m. over the above mentioned fifty-four (54) hours, the regular wage rate shall be increased by \$0.05 per hour until the sixtieth hour.

For all hours of work performed between seven (7.00) a.m. and seven (7.00) p.m., over and above the said sixtieth hour as well as the hours of work performed after seven (7.00) p.m., shall be remunerated at the regular wage rate increased by 50%.

XIV. Définition: Les hommes de service de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret, qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7.00) heures du matin et sept (7.00) heures du soir, ou ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire, ceux qui font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) a.m. et sept (7.00) p.m.

XV. Homme de service de nuit des garages: Salaires minima: Les salaires minima des hommes de service de nuit, sont les suivants:

De l'heure

Homme de service de nuit dans les garages \$0.60

Pour ces hommes de service de nuit, la semaine régulière de travail est de soixante (60) heures, réparties entre sept (7.00) heures p.m. et sept (7.00) heures a.m.

Pour toutes les heures de travail entre sept (7.00) p.m. et sept (7.00) a.m., effectuées en plus des 60 heures, le salaire régulier doit être majoré de \$0.05 l'heure jusqu'à concurrence de la soixante-douzième heure.

Toutes les heures de travail en plus des soixante douze (72) heures effectuées entre sept (7.00) p.m. et sept (7.00) a.m., de même que toutes les heures de travail effectuées après sept (7.00) a.m., doivent être payées au salaire régulier majoré de 50%.

XVI. Définition: Les hommes de service de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui durant la nuit, c'est-à-dire, entre sept (7) heures du soir et sept (7) heures du matin, ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7) heures du soir et sept (7) heures du matin.

XVII. Homme de service de jour des débits d'essence et des stations de service: Salaires minima: Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après:

a) Homme de Service Classe "A":	
Entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.	\$0.60
Entre 7.00 p.m. et 10.00 p.m.	0.90
Entre 10.00 p.m. et 7.00 a.m.	1.20
b) Homme de Service Classe "B":	
Entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.	0.55
Entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m.	0.83
c) Homme de Service Classe "C":	
Entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.	0.45
Entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m.	0.68

XVIII. Durée régulière de travail des hommes de service dans les débits d'essence et les stations de service: La durée régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures par semaine et de neuf (9) heures par jour du lundi au samedi inclusivement réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. Toute heure de travail effectuée en plus desdites cinquante-quatre (54) heures doit être payée au taux de salaire régulier majoré de 50%.

XIX. Casse-croûte pour tous les salariés: A minuit, au moins une demi-heure doit être accordée pour le casse-croûte.

XX. Congés annuels payés: 1° Droit au congé: Tout salarié régi par le décret a droit:

a) Après un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables; et,

b) S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé

XIV. Definition: Day service men are those employed in an establishment governed by the Decree, who ordinarily perform their work or the greater part thereof between seven (7.00) a.m. and seven (7.00) p.m., or those who, being employed in an establishment operating more than one shift, perform their work during the day, that is those who ordinarily perform their work or the greater part thereof between seven (7.00) a.m. and seven (7.00) p.m.

XV. Garage night service men: Minimum wage scale for night service men is the following:

Garage night service men.	<i>Per hour</i> \$ 0.60
For these service men the regular working week consists of sixty (60) hours, distributed between seven (7.00) p.m. and seven (7.00) a.m.	

For all hours of work performed between seven (7.00) p.m., and seven (7.00) a.m., over the above mentioned Sixty (60) hours the regular wage rate shall be increased by \$0.05 per hour until the seventy-second hour;

For all hours of work performed between seven (7.00) p.m. and seven (7.00) a.m., over and above the said seventy-second hour as well as the hours of work performed after seven (7.00) a.m., shall be remunerated at the regular wage rate increased by 50%.

XVI. Definition: Night Service men are those employed in an establishment governed by the Decree, operating more than one shift, who ordinarily perform their work or the greater part thereof during the night, that is, between seven (7.00) p.m. and seven (7.00) a.m., or those who, in the case of an establishment operating only one shift, perform their work or the greater part thereof between seven (7.00) p.m. and seven (7.00) a.m.

XVII. Day service men in gasoline stations and service stations: Minimum wage scale: The minimum wage rates shall be as follows for each one of the categories of employees hereafter enumerated:

a) Service man, Class "A"		<i>Per hour</i>
Between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.		\$0.60
Between 7.00 p.m. and 10.00 p.m.		0.90
Between 10.00 p.m. and 7.00 a.m.		1.20
b) Service man, Class "B"		
Between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.		0.55
Between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.		0.83
c) Service man, Class "C":		
Between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.		0.45
Between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.		0.68

XVIII. Regular duration of work for service men in gasoline stations and service stations: The regular duration of work is one of fifty-four (54) hours and any hour worked in excess of the said fifty-four (54) hours, distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., shall be paid for at the rate of time and a half, computed on the regular wage rate.

XIX. Snack for all wage earners: At midnight a minimum of one half-hour shall be granted for lunch.

XX. Vacation with pay. 1. Right to a vacation: Any employee governed by the decree shall be entitled:

a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days comprising at least six working days; and,

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous

d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur.

2° *Période de service continu donnant droit au congé*: Pour chaque congé annuel payé, la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

3° *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congés annuels, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

4° *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

a) S'il est payé exclusivement au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé;

b) S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de services lui donnant droit à tel congé (1er mai au 30 avril suivant).

5° *Echéance de la rémunération*: L'employeur doit payer au salarié, avant son départ, sa rémunération pour congé.

6° *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné pendant la période du 1er mai au 1er novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période ou pendant toute autre période de l'année, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

7° *Fixation de la période de congé*: L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance, la période de son congé.

8° *Résiliation du contrat de travail*: Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité:

a) représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et,

b) représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le 1er mai précédant la date de son départ.

9° *Mentions au registre*: L'employeur doit mentionner dans son registre de travail, pour chaque salarié,

a) La date de son entrée en service;

b) La durée de son congé annuel payé;

c) La date de son départ en congé;

d) Le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

10° *Deux semaines*: Tout salarié régi par le décret a droit, après cinq (5) ans ou plus de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé de deux (2) semaines, le tout sujet aux dispositions des paragraphes précédents du présent article.

Note: En cas de litige, le Comité paritaire s'en référera à l'ordonnance numéro 3 de la Commis-

sionnaire de la Commission des relations de travail.

2. *Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation*. For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer, which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April of the following year.

3. *Continuous service*: By "duration of continuous service" is meant the period during which the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness if the contract has not been cancelled, as also days of unemployment the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any remunerated employment.

4. *Remuneration*: For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to

a) The wages he would have earned during his vacation, if he is exclusively paid on a time basis;

b) Two per cent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation (May 1st-April 30th), if he is paid on any other basis.

5. *Date of payment of remuneration*. The vacation pay shall be given by the employer to his employee before the latter's departure on vacation.

6. *Period during which vacation is to be taken*: Every vacation shall be given during the period from May 1st to November 1st of the current year at the time determined by the employer or the professional employer during such period, or during any other period of the year when agreed to by the employee, but at the convenience of the employer or the professional employer.

7. *Fixing of date of vacation*. The employer shall notify the employee of the date of his vacation at least fifteen days in advance.

8. *Cancellation of labour contract*. When an employee quits his employment, he is entitled to an indemnity:

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation and,

b) consisting of two per cent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceding the date of his departure.

9. *Recording of particulars in register*. The employer shall record in his register, for each employee,

a) The date of his entrance into the service of the employer;

b) The duration of his annual vacation with pay;

c) The date of his leaving on vacation;

d) The amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

10. *Two weeks*: Every employee governed by the decree, shall be entitled after five (5) years or more of continuous service for his employer, to a yearly vacation of two (2) continuous weeks with pay, the whole subject to the provisions of the foregoing subsections of the present section.

Note: In the event of a dispute, the Parity Committee shall refer to Ordinance number 3

sion du Salaire Minimum, dont les dispositions doivent être suivies.

XXI. Jours chômés : Le Premier de l'An, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont des jours chômés et payés pour tous les salariés régis par le décret.

Si, cependant, les salariés mentionnés à l'alinéa précédent, exception faite des hommes de service des garages, travaillent le dimanche ou l'un des trois (3) jours de fêtes ci-haut mentionnés, tel travail doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

Le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste et la Confédération (Fête du Canada) sont également des jours chômés mais non payés.

Au cas où un compagnon ou un apprenti travaillerait un dimanche ou l'un des six (6) jours de fêtes ci-haut mentionnés, tel travail doit être rétribué au taux de salaire régulier majoré de 100%.

Si, au cours d'une semaine régulière de travail, il se présente durant l'année un autre ou d'autres jours chômés que le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (Fête du Canada), la fête du Travail et le Jour de Noël, l'employeur doit, s'il ferme son établissement, dans ce cas, payer à tous les compagnons et apprentis, un salaire hebdomadaire minimum de trente-cinq (35) heures au lieu des quarante (40) heures habituellement garanties.

XXII. Repos hebdomadaire : Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour le travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire régulier doit être majoré de cent pour cent (100%).

XXIII. Temps de présence obligatoire : Les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent; toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

XXIV. Garantie de quatre (4) heures : Tout salarié appelé à travailler moins longtemps que la journée régulière a droit à une rémunération d'au moins quatre (4) heures par appel, au taux de salaire régulier.

Quand un salarié appelé pour une certaine heure, est obligé d'attendre qu'on l'emploie, il a droit à une rémunération au même taux pour ce temps d'attente.

XXV. Enregistrement des hommes de services des débits d'essence et des stations de service :

a) Dès son entrée dans l'industrie, l'homme de service des débits d'essence et des stations de service, doit s'enregistrer au Comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stades de son expérience. L'employeur ne peut engager un tel homme de service pour des débits d'essence et des stations de service, qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Dans chaque établissement couvert, d'une surface intérieure de 3,000 pieds carrés ou moins, régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus qu'un (1) homme de service de la catégorie "C" pour deux hommes de service de la catégorie "A" et cette proportion doit être maintenue en tout temps; toutefois, il est permis d'avoir un (1) homme de service de la catégorie "C".

c) Aucun homme de service des débits d'essence et des stations de service, ne doit être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans. Il doit avoir terminé au moins sa sixième année de cours élémentaire. Si, cependant, le manque de qualification requise quant à l'instruction nécessaire est dû à l'état de santé et n'a qu'un caractère

of the Minimum Wage Commission, the provisions of which are to be observed.

XXI. Holidays: New Year's Day, Labour Day and Christmas Day are paid holidays for all the employees governed by the Decree.

If, however, the employees mentioned in the preceding paragraph, with the exception of garage service men, work on Sunday or on one of the three above mentioned holidays, such work shall be remunerated at the regular wage rate increased by 100%.

Good Friday, St-John the Baptist Day and Dominion Day (Canada Day) are also holidays but without pay.

Should a journeyman or an apprentice work on Sunday or on one of the six above mentioned holidays, such work shall be remunerated at the regular wage rate increased by 100%.

If, during a regular working week, there should be another or other holidays than New Year's Day, Good Friday, St-John the Baptist Day, Dominion Day (Canada Day), Labour Day and Christmas Day, the employer shall if he closes his establishment, in such a case, pay all his journeymen and apprentices a minimum weekly salary of thirty-five (35) hours instead of the forty (40) hours originally guaranteed.

XXII. Weekly day of rest. All employees shall be entitled to a complete day of rest twenty-four (24) hours each week, which shall be given on Sunday when possible.

For work performed on the weekly day of rest, the regular wage rate shall be increased by 100%.

XXIII. Compulsory presence: The working hours comprise the time during which the employee is at the disposal of the employer and required to be present. However, the time given the employee for his meals shall not be computed in the working hours.

XXIV. Guarantee of four (4) hours: Every employee required to work less than the regular day is entitled to a minimum remuneration equal to four (4) hours' pay per call, at the regular rate.

When an employee, having called for a given time, has to wait to be put to work, he is entitled to a remuneration computed on the same rate for such waiting time.

XXV. Registration of service men employed in gasoline stations and service stations: a) Upon entering the industry, the service man in a gas or service station shall register with the Parity Committee so that the various steps of his experience may be recorded. The employer may not employ such a service man in a gas or service station who has not complied with this clause.

b) In every roofed establishment with an inside area of 3,000 square feet or less governed by the Decree, there shall never be more than one service man of Category "C" for each two service men of Category "A"; however it is permitted to have one service man of Category "C".

c) No gas or service station service man may be accepted before sixteen years of age. He shall have completed the sixth year of the Elementary Course. Should, however, the lack of qualification required in respect of the necessary education be due to the state of one's health and be only temporary in character, this may be consi-

temporaire, on peut faire exception dans son cas, mais pareille exception est laissée à la discrétion du Comité paritaire. Il peut y avoir appel au Ministre du Travail.

XXVI. Apprentissage des différents métiers de l'industrie de l'automobile : a) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années; l'apprenti doit se soumettre aux conditions suivantes:

1° Avoir atteint seize (16) ans révolus et ne pas avoir plus de vingt-six (26) ans.

2° Avoir un certificat d'études de sixième année du cours primaire ou l'équivalent.

3° S'enregistrer au Comité paritaire et obtenir un carnet d'apprenti, dans lequel doivent être inscrits ses états de service avec chaque employeur ou ses périodes de cours à l'école.

b) Tout apprenti régi par le décret en stage dans un établissement doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire après chaque période de six mois, pour y subir un examen permettant de constater s'il fait les progrès nécessaires pour continuer les études supérieures. Telle obligation ne s'applique pas à l'apprenti-élève dans une école.

c) Dans les trois (3) mois suivant l'expiration de son apprentissage, l'apprenti régi par le décret doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire pour subir le septième (7ième) examen requis en vue d'obtenir un certificat de compagnon. Au cas d'insuccès, il doit se présenter à un examen, dans les six (6) mois subséquents; au cas d'insuccès de ce dernier examen, son cas est référé au Comité paritaire qui statuera.

d) *Prorata des Compagnons et Apprentis :* Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus que deux (2) apprentis par trois (3) compagnons. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un (1) ou deux (2) compagnons, il est permis d'avoir un (1) apprenti.

De plus, dans les garages employant :

5 à 9 compagnons, il doit y avoir au moins 1 compagnon de 1ère classe;

10 à 14 compagnons, il doit y avoir au moins 2 compagnons de 1ère classe;

15 à 19 compagnons, il doit y avoir au moins 3 compagnons de 1ère classe;

20 compagnons et plus, il doit y avoir 1 compagnon de 1ère classe par chaque 5 compagnons.

XXVII. Travail d'une catégorie inférieure : L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle prévue par le certificat de qualification du salarié, pourvu que ce salarié continue à recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salarié à laquelle il appartient, d'après son certificat de qualification.

XXVIII. Uniformes : a) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié et demeure la propriété de l'employeur pendant les douze mois qui suivent la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur, tels que salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies moitié aux frais de l'employeur, moitié aux frais du salarié.

c) Dans le cas des apprentis et des hommes de service de la catégorie "C", les salopettes ou jaquettes spéciales exigées par l'employeur sont fournies et blanchies aux frais de l'employeur seul, durant le premier semestre de l'apprentissage ou les quatre (4) premiers mois pour l'homme de service de la catégorie "C".

dered as an exception but same shall be submitted to the Parity Committee for consideration and decision. Appeal against this decision lies with the Minister of Labour.

XXVI. Apprenticeship of the different trades of the automobile industry: a) The apprenticeship period is one of three (3) years and the apprentice shall comply with the following conditions:

1. Be at least sixteen (16) years of age and not more than twenty-six (26).

2. Hold a study certificate of the sixth year Primary Course or its equivalent.

3. Register with the Parity Committee and obtain an apprentice booklet in which shall be inscribed the periods of employment by each employer or his course periods at the School.

b) Every apprentice governed by the Decree on probation in an establishment shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee after each period of six months for an examination which shows that the apprentice is or is not making the necessary progress to undertake higher studies.

Such obligation does not apply to the student-apprentice in a school.

c) During the three (3) months following the expiration of his apprenticeship, the apprentice governed by the Decree shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the seventh examination required for the obtaining of a journeyman's certificate. In case of failure, he shall sit for another examination within the six (6) subsequent months; should he fail to succeed in this last examination, his case shall be referred to the Parity Committee for decision.

d) *Prorata of journeymen and apprentices:* In each establishment governed by the Decree, there shall be not more than two (2) apprentices per three journeymen. However, in establishments where there is but one (1) or two (2) journeymen, there may be one (1) apprentice.

Furthermore, in garages where there are:

From 5 to 9 journeymen, there shall be at least one (1) first-class journeyman;

From 10 to 14 journeymen, there shall be at least two (2) first-class journeymen;

From 15 to 19 journeymen, there shall be at least three (3) first-class journeymen;

20 journeymen and more, there shall be one (1) first-class journeyman for each five (5) journeymen.

XXVII. Inferior category of work: The employer may have any employee of his establishment perform any operation belonging to a category under that contemplated by the certificate of qualification of the said employee provided such employee keeps receiving the wage rate of his category, which category is mentioned on his certificate of qualification.

XXVIII. Special uniform: a) The cost of the special uniform required by the employer shall be borne, in equal parts, by both the employer and the employee and such uniform remains the employer's property for the twelve months following the date of purchase.

b) All other uniforms required by the employer such as overalls or special frocks shall be supplied and cleaned half by the employer and half by the employee.

c) As for apprentices and service men of category "C", the overalls or special frocks required by the employer shall be supplied and cleaned by the employer alone during the first six months of the apprenticeship or during the first four months for the service men of category "C".

A l'expiration du premier semestre d'apprentissage ou des quatre (4) premiers mois pour l'homme de service de la Catégorie "C", ces salopettes ou jaquettes spéciales sont fournies et blanchies, moitié aux frais de l'employeur, moitié aux frais de ces salariés.

Tous les hommes de service des débits d'essence et des stations de service ne doivent pas payer plus qu'un nettoyage de salopettes ou jaquettes spéciales par semaine.

XXIX. Temps alloué pour les repas : Le temps alloué pour les repas est d'une (1) heure pour les salariés qui travaillent durant le jour et un minimum d'une demi-heure est accordé aux salariés qui travaillent durant la nuit. L'employeur ne peut pas forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

XXX. Paiement des salaires : Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement dans une enveloppe scellée, sur laquelle doivent être inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui fait la paie, et, si possible, distribuée le vendredi.

Sujet aux dispositions de l'alinéa précédent, est également légale la paie faite au moyen d'un chèque, pourvu que pareil chèque ait un talon détachable donnant tous les détails qui doivent être inscrits sur les enveloppes de paie.

XXXI. Outils manuels : Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débouçage.

XXXII. Salaires supérieurs à ceux du décret : Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne doivent pas être diminués après l'entrée en vigueur dudit décret.

Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut pour quelque raison que ce soit, directement ou indirectement, diminuer le salaire d'un salarié après qu'il a été à son emploi pendant deux mois; au surplus, si un employeur remercie, pour quelque raison que ce soit, un salarié de ses services et qu'il le reprend à son emploi dans les six mois de son renvoi, il doit payer à ce salarié au moins le taux de salaire convenu lors de son engagement original.

Il en est de même si le salarié quitte lui-même son emploi.

Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire, doit être calculée sur le taux du salaire régulier et non sur le salaire minimum.

XXXIII. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XXXIV. Durée du décret : Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour une période de douze (12) mois.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties

At the completion of these first six months of the apprenticeship or of the first four months of the service men of category "C", such overalls or special frocks shall be supplied and cleaned half by the employer and half by the employee.

All service men employed in a gasoline station or in a service station shall not pay for more than one overall or special frock cleaning per week.

XXIX. Time allowed for meals: The period of one (1) hour shall be allowed for meals in the case of employees working during the day and a minimum of one half ($\frac{1}{2}$) hour shall be allowed to the employees working during the night. The employer shall not require the employees to work more than six (6) hours between each meal.

XXX. Payment of wages: The wages of all employees shall be paid completely every week in a sealed envelope, on which his name, number, the date of the working week, the number of working hours paid for the hourly wage rate and the amount contained in the envelope shall be inscribed; the latter shall be initialed by the pay clerk, and, if possible, given on Friday.

Subject to the provisions of the preceding paragraph, the pay made by cheque is legal if such cheque has a detachable stub giving all the details to be inscribed on the pay envelope.

XXXI. Manual Tools: The employee shall furnish his manual tools for the execution of his work, with the exception of the files required for body work.

XXXII. Wages higher than those of the decree: The wages actually higher than the minimum rates established by the decree shall not be lowered after the coming into force of the said decree.

No employer or professional employer may, for any reason whatsoever, either directly or indirectly decrease the salary of an employee after such employee has been in his employ during two (2) months; furthermore, if an employer for any reason whatsoever, dismisses an employee and re-employs him within six (6) months following his dismissal, he shall pay to such employee at least the wage rate agreed upon at the time of his previous employment.

The same applies if an employee leaves his work of his own free will.

Any wage rate increase for overtime works shall be computed on the regular wage rate and not on the minimum rate.

XXXIII. At the time of the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the previous decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. This new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

XXXIV. Duration of the decree: The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force for a period of twelve (12) months.

It then renews itself automatically from year to year unless either one of the contracting parties

contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), before the expiry of the original term or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
23017-o Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,
23017-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE LONGUEUIL

CITY OF LONGUEUIL

"Avis public est par les présentes donné que la Cité de Longueuil, après l'expiration du délai d'un mois à compter de la quatrième publication du présent avis, s'adressera par requête au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour demander l'émission de lettres patentes changeant la date des élections municipales et les fixant au premier samedi juridique de février tous les deux ans au lieu du 1er jour juridique de février tous les deux ans, le tout suivant l'article 173 de la Loi des Cités et Villes de la province de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 233).

"Public notice is hereby given that the City of Longueuil, after the expiration of the delay of one month as from the fourth publication of the present notice, will apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council for letters patent changing the date of the municipal elections and fixing them to the first juridical Saturday of February every two years instead of the first juridical day of February every two years, the whole in accordance with section 173 of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec (R.S.Q., 1941, chap. 233).

Donné sous mon seing à Longueuil ce 21ième jour du mois d'août 1948.

Given under my hand at Longueuil this 21st day of the month of August, 1948.

(Seau)

(Seal)

Le Secrétaire-Trésorier,
22939-35-4-o JEAN-MARIE LACASSE.

JEAN-MARIE LACASSE,
22939-35-4 Secretary-Treasurer.

DEMANDE ET AVIS DE DÉPOT DE PLANS ET DEVIS

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Avis est par les présentes donné, qu'en vertu des sections 7 et 35 de la Loi des Eaux Courantes, que Northern Quebec Power Company, Limited, de 355 ouest rue St. Jacques, Montréal, Qué., a demandé l'autorisation d'effectuer des changements à ses digues, à son usine électrique et à sa chute de bûches, sur la rivière des Quinze, dans le comté de Timiskaming, Canton de Baby, Rang II, et Guérin, Rang V, et d'élever l'eau à l'élévation 840.

Public Notice is hereby given, in accordance with Sections 7 and 35 of the Water Course Act, that Northern Quebec Power Company, Limited, of 355 St. James Street West, Montreal, Que., has applied for authorisation to make alterations to its previously constructed dams, power house and log chute on the Quinze River in the County of Timiskaming, Townships of Baby, Range II, and Guerin, Range V, and to raise the water to elevation 840.

Avis est aussi donné, qu'une requête à cet effet, accompagnée de plans et devis des dits travaux, indiquent le site choisi pour la dite construction et les terrains qui seront atteints par le recul de l'eau, a été transmise au Ministre des Ressources Hydrauliques, et qu'un duplicata des dits plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Timiskaming, à Ville Marie, P.Q.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications of such works, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Timiskaming at Ville Marie, P. Q.

La demande faite dans la dite requête sera prise en considération le jour, ou le lendemain de la dernière publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

NORTHERN QUEBEC POWER COMPANY, LIMITED
L. C. HASKELL,
22935-35-4-o Secrétaire.

NORTHERN QUEBEC POWER COMPANY, LIMITED,
L. C. HASKELL,
22935-35-4-o Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de J. E. Fournier Limitée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de J. E. Fournier Limitée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized

Secrétaire de la Province le 3 septembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23005-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de Nédélec", en date du 5 août 1948, dont le siège social est situé à Nédélec, comté de Temiscamingue, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 août 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23009-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 31 août 1948, l'amendement apporté à l'article 13 des règlements de la "Corporation des Éditions Fides", tel qu'adopté à une assemblée spéciale tenue le 18 juin 1948, et ce conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11 Geo. VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 2 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23010-o JEAN BRUCHÉSI.

PAUL'S LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que le règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs de la compagnie "Paul's Limited", le 30 août 1948, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 7 septembre 1948.

Le Secrétaire,
23011 BELA GALLAY.

THOMAS MFG. CO. (CANADA) LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie Thomas Mfg. Co. (Canada) Ltd. tenue au bureau de M^{rs} Greenblatt, Godinsky & Salmon, avocats, Montréal, le 4 août 1948, à 10 heures a.m.

"Il a été proposé et résolu à l'unanimité:

Que le règlement suivant, connu comme étant le règlement N° 22, soit et il est, par les présentes, approuvé et adopté comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre".

Extrait conforme certifié.

(Seau) Le Secrétaire,
23019 DAVID ABRAMOVITZ.

by the Provincial Secretary on September 3, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI
23005-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de Nédélec", under date the fifth day of August, 1948, whereof the head office is at Nédélec, county of Temiscamingue, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of August, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23009 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on August 31, 1948, approved the amendment made to article 13 of the by-laws of the "Corporation des Éditions Fides", as adopted at a special meeting held on June 18, 1948, and such in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as added by the Act 11 Geo. VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, September, 2, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23010 Under Secretary of the Province.

PAUL'S LIMITED

Notice is hereby given that special By-law "X" was enacted by the directors of "Paul's Limited", on August 30th, 1948, under the provisions of section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the company among its shareholders.

Montreal, September 7th, 1948.

BELA GALLAY,
23011-o Secretary.

THOMAS MFG. CO. (CANADA) LTD.

Extract of minutes of meeting of the Board of Directors of "Thomas Mfg. Co. (Canada) Ltd." held at the office of M^{rs}. Greenblatt, Godinsky & Salmon, Advocates, Montreal, on the 4th day of August, 1948, at 10.00 a.m.

"Moved and unanimously resolved:

That the following By-Law, to be known as By-Law No. 22, be and is hereby approved and adopted as a By-Law of the Company:

"That the number of Directors of the Company be increased from three in number, to four in number".

Certified as a true extract.

(Seal) DAVID ABRAMOVITZ,
23019-o Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276,

26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Machineries Mercier", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sept juillet 1908.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier jour de septembre 1948, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
23013-o L. DÉSILETS.

R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Machineries Mercier" incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of July 1908.

Notice is also hereby given that from and after the first day of September, 1948, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
23013 Deputy Attorney General.

LA MEUNERIE CARTIERVILLE MILLING CO. LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Meunerie Cartierville Milling Co. Ltée", s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour retirer sa charte et dissoudre la Compagnie.

Le Procureur,
23006-o J.-M. MORISSET.

LA MEUNERIE CARTIERVILLE MILLING CO. LTÉE

Notice is given that the company "Meunerie Cartierville Milling Co. Ltée", will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for the surrender of its charter and requesting that the company be dissolved.

J. M. MORISSET,
23006-o Attorney.

AVIS

PAUL'S LIMITED

La compagnie "Paul's Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Montréal, 7 septembre 1948.

Le Secrétaire,
23012 BELA GALLAY.

NOTICE

PAUL'S LIMITED

"Paul's Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General under the provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, September 7th, 1948.

BELA GALLAY,
23012-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Company Licensed to do
Business

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quebec Iron and Titanium Corporation" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Wendell H. Laidley, 2000 Edifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal 1.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi à 465 rue St-Jean, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 septembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23020 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "Quebec Iron and Titanium Corporation" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in the Province of Quebec for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Wendell H. Laidley, 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal 1.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at 465 St. John Street, in the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 7th day of September, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23020-o Under-secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

1036-48.

Québec, le 8 septembre, 1948.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Wickham-Est, dans le

No. 1036-48.

Quebec, September 8, 1948.

Application is made to change the name of the school municipality of East-Wickham, in the

comté de Drummond, en celui de Saint-Nicéphore, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23021-37-2-o J.-P. LABARRE.

N° 856-44

Québec, le 8 septembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tharcisius-Ouest, dans le comté de Matapédia, les lots 21 à 34 inclusivement du rang IV du canton Lépage et les lots 21 à 34 aussi inclusivement du rang I du canton Blais, et de les annexer à celle de Saint-Alexandre, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23024-37-2-o J.-P. LABARRE.

N° 436-47.

Québec, le 7 septembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, les lots 44 à 71 inclusivement du canton d'Orford et de les annexer à la municipalité scolaire de la Cité de Sherbrooke, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23014-37-2-o J.-P. LABARRE.

N° 369-48

Québec, le 7 septembre, 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 juin 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Eaton, dans le comté de Compton, les lots 11-A et 11-B du rang X du canton de Eaton, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de Saint-Camille de Cookshire, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 464-47

Québec, le 8 septembre, 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 1er septembre 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, dans le comté de Québec, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Loretteville, même comté, le territoire suivant en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots 1002, 1003, 1004, 1005, 1005-A, 1005-B, 1006, 1006-1, 1006-2, 1007, 1008, 1008-1, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1013-A, 1014, 1014-A, 1014-B, 1014-C, 1014-D, 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1015, 1050, 1051, 1052, et une partie des lots 1046, 1047, 1049, 1053, 1054, 1055, et 1525 et dont les limites se décrivent comme suit:

Partant d'un point d'intersection la ligne séparative des première et deuxième concessions Saint-Bernard avec le côté sud-ouest du chemin de la Pageau; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ledit côté sud-ouest du chemin de la Pageau, le long des lots 1002 et 1055 en se prolongeant dans la ligne nord-est du lot 1055 jusqu'à un point de ladite ligne à une distance de 570 pieds anglais au sud-est du côté sud-est du chemin entre la première concession Saint-Bernard et la concession Petit Saint-Antoine; une ligne droite traversant les lots 1055, 1054, 1053, 1049, 1047, 1046 et prolongée jusqu'à un point sur le côté sud-ouest du chemin de la Misère situé à une

county of Drummond, to that of Saint Nicéphore, same county.

J. P. LABARRE,
23021-37-2 Superintendent of Education.

No. 856-44

Quebec, September 8, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Tharcisius-Ouest, in the county of Matapédia, lots 21 to 34 inclusively of range IV of the township Lépage and lots 21 to 34 also inclusively of range I of the township Blais, and to annex them to that of Saint-Alexandre, same county.

J. P. LABARRE,
23024-37-2 Superintendent of Education.

No. 436-47.

Quebec, September 7, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Orford, in the county of Sherbrooke, lots 44 to 71 inclusively of the township of Orford, and to annex the same to the school municipality of the city of Sherbrooke, same county.

J. P. LABARRE,
23014-37-2 Superintendent of Education.

No. 369-48

Quebec, September 7, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated June 3, 1948, to detach from the school municipality of Eaton, in the county of Compton, lots 11-A and 11-B of range X of the township of Eaton, and to annex them to the Catholic School Municipality of Saint-Camille de Cookshire, same county.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 464-47

Quebec, September 8, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 1st, 1948, to detach the following territory from the school municipality of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, in the county of Quebec, and to annex it to school municipality of Loretteville, same county, the said territory being on the official cadastre for the said parish, to wit: lots 1002, 1003, 1004, 1005, 1005-A, 1005-B, 1006, 1006-1, 1006-2, 1007, 1008, 1008-1, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1013-A, 1014, 1014-A, 1014-B, 1014-C, 1014-D, 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1015, 1050, 1051, 1052, and a part of lots 1046, 1047, 1049, 1053, 1054, 1055 and 1525 and whereof the limits are described as follows:

Starting from a point of intersection of the division line of the first and second concessions of Saint-Bernard with the south-west side of the "de la Pageau" road; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said southwest side of the "de la Pageau" road, along lots 1002 and 1055 and extending into the northeast line of lot 1055 up to a point on the said line at a distance of 570 feet, English measure, southeast of the southeast side of the road between the first concession of Saint-Bernard and the Petit Saint-Antoine concession; a straight line crossing lots 1055, 1054, 1053, 1049, 1047, 1046 and prolonged up to a point on the southwest side of the Misère road situate at a distance of 615

distance de 615 pieds anglais mesurés vers le sud-est d'un point sur le côté nord-ouest du chemin Saint-Bernard en front du lot 1014-E, ledit côté sud-ouest du chemin de la Misère le long des lots 1043, 1042 et 1040 jusqu'au prolongement du côté nord-ouest du chemin Saint-Bernard, ledit prolongement, le côté nord-est du chemin de la Misère le long des lots 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1014 et 1014-A jusqu'au côté sud du chemin de Loretteville au sommet de l'angle ouest du lot 1014-A, ledit côté sud du chemin de Loretteville en front du lot 1014-A, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 1035 (réserve indienne), et 1015, ledit prolongement et une ligne brisée séparant le lot 1035 (réserve indienne), des lots 1015 et 1013 jusqu'à une borne de pierre dans le prolongement de la ligne sud-est du lot 1016 faisant le côté nord du chemin public, ledit prolongement jusqu'au côté nord-ouest du chemin du Haut du village, ledit côté sud-ouest du chemin du Haut du village le long des lots 1016 et 1018 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des première et deuxième concessions Saint-Bernard et enfin ledit prolongement et ladite ligne séparative des première et deuxième concessions Saint-Bernard jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

N° 856-44

Québec, le 8 septembre 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 1er septembre 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame des Laurentides, dans le comté de Québec, les lots 1322 à 1325 inclusivement et 1302-A du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette et de les annexer à la municipalité scolaire du Lac Saint-Charles, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23022-o J.-P. LABARRE.

feet, English measure, southeast of a point on the northwest side of the Saint-Bernard road in front of lot 1014-E, the said southwest side of the Misère road along lots 1043, 1042 and 1040 up to prolongation of the northwest side of the Saint-Bernard road, the said prolongation, the northeast side of the Misère road along lots 1014-E, 1014-F, 1014-G, 1014-H, 1014-I, 1014-J, 1014-K, 1014 and 1014-A up to the south side of the Loretteville road at the summit of the west corner of lot 1014-A, the said south side of the Loretteville road in front of lot 1014-A, up to the prolongation of the division line of lots 1035 (Indian Reserve), and 1015, the said prolongation and a broken line separating lot 1035 (Indian Reserve) from lots 1015 and 1013 up to a stone boundary in the prolongation of the southeast line of lot 1016 forming the north side of the public road, the said prolongation up to the northwest side of the "Haut du Village" road, the said southwest side of the "Haut de Village" road along lots 1016 and 1018 up to the prolongation of the division line of the first and second concessions of Saint-Bernard and finally the said prolongation and the said division line of the first and second concessions of Saint-Bernard up to the starting point; the said territory together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, watercourses or parts of same comprised within the above described limits.

Said Order in Council to take effect on July 1st, 1948.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 856-44

Quebec, September 8, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 1, 1948, to detach from the school municipality of Notre-Dame des Laurentides in the county of Quebec, lots 1322 to 1325 inclusively and 1302-A of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise de la Jeune Lorette and to annex them to the school municipality of Lake Saint-Charles, same county.

This Order in Council will come into effect on the 1st of July, 1949.

J.-P. LABARRE,
23022 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la Paroisse de Beauport (maintenant Ville de Beauport) division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Beauport (now Town of Beauport) Registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 58-1-1, 531-27-17 à 531-27-21, 531-28-8 à 531-28-10, 531-28-19, 531-28-20, 531-28-29 à 531-28-36 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil et les lots 531-27-16, 531-28-11, 531-28-21 et 531-28-37 sont corrigés en vertu de l'article 2174 du Code civil.

Notice is hereby given that lots 58-1-1, 531-27-17 to 531-27-21, 531-28-8 to 531-28-10, 531-28-19, 531-28-20, 531-28-29 to 531-28-36 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code and lots 531-27-16, 531-28-11, 531-28-21 and 531-28-37 are corrected in virtue of Article 2174 of the civil Code.

Québec, le 26 juillet 1948.

Quebec, July the 26th, 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

22996-o

22996-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 3265, du 6 septembre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1130 du 1er septembre 1948, section "E", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1948 au 31 août 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le commis le moins rémunéré, soit \$14.00 par semaine pour un homme et \$13.00 pour une femme, tel que stipulé dans ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou reçus.

3. Mode de perception

L'employeur professionnel doit fournir mensuellement au Comité paritaire, sur des formules imprimées et fournies par ledit comité, un rapport détaillé indiquant le nom, prénom et le sexe de chaque salarié à son emploi, le numéro de son certificat, sa qualification ou classification, la classification en pourcentage, les heures régulières et supplémentaires de travail faites chaque semaine, le salaire gagné chaque semaine par chacun de ses salariés régis par le décret, les sommes versées au Comité paritaire et les heures d'ouverture et de fermeture de son établissement.

Ce rapport doit être dûment signé par l'employeur professionnel et doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par lui-même et par ses salariés. Toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient faits au complet, c'est-à-dire qu'ils couvrent la période de quatre ou cinq semaines du même mois, selon le cas, et retournés au Comité paritaire entre le premier et le dix de chaque mois, pour le mois précédent; le premier rapport devant être fait entre le 1er et le 10 octobre 1948, pour le mois de septembre, et ainsi de suite à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire ou la rémunération de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assertation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Quebec Retail Trade Parity Committee, established under Decree number 3265 of the 6th of September, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1130 of September 1, 1948, part "E", in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chap. 163 and amendments), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from September 1st, 1948, to August 31st 1949; such levy is applied in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses, percentages or allowances fixed or paid to their employees.

b) The artisans subject to the said decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established for clerks, i.e., \$14.00 per week for men and \$13.00 for ladies, as stipulated in the decree.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses, percentages or allocations, fixed or received.

2. Mode of collection

Each month, the professional employer shall send to the Parity Committee, on printed forms supplied by the said Committee, a complete report indicating the name in full and the sex of every employee in his employ, the number of his certificate, his qualification or classification, the percentage classification, the regular and overtime hours worked each week, the wages earned each week by each one of his employees subject to the decree and the sums paid to the Parity Committee and the opening and closing hours of his establishment.

Such report shall be duly signed by the professional employer and shall be sent to the Parity Committee together with the assessments payable by him and by his employees. Such sums of money shall be paid with current money.

The professional employer shall see to it that these reports be made in full, that they cover the period of four or five weeks in the same month, as the case may be, and shall return them to the Parity Committee between the first and the tenth of each month, for the preceding month; the first report to be made between the 1st and the 10th day of October 1948, for the month of September, and so forth, each month.

The professional employer shall retain each week from the wages or remuneration of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The Parity Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1948 et le 31 août 1949 inclusive-ment.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL À QUÉBEC
351, boulevard Charest, Québec.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période entre le 1er septembre 1948 et le 31 août 1949.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.	\$16,000.00
Cotisations des salariés.	16,000.00
	\$32,000.00

Déboursés:

Salaires du personnel du bureau du Comité (6 employés).	\$12,500.00
Frais de déplacement du président et des membres.	1,500.00
Inspecteurs: salaires et frais de déplacement, (4 inspecteurs).	9,500.00
Bureau des examinateurs.	800.00
Loyer du bureau et téléphone.	3,100.00
Frais légaux.	1,800.00
Vérification des livres.	600.00
Papeterie.	1,000.00
Dépenses de voyages, ameublement et divers.	1,200.00
	\$32,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 22995-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1130 du 1er septembre 1948, section "D", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 10 août 1948 jusqu'au 10 août 1949 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3088 du 7 août 1946 doivent verser au Comité paritaire un montant égal à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujetties audit décret.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Quebec Retail Trade Parity Committee, for the period between September 1st, 1948, and August 31st, 1949, is hereto annexed.

THE QUEBEC RETAIL TRADE PARITY COMMITTEE
351 Charest Blvd, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st 1948 and August 31st, 1949:

Receipts:

Professional employer's assessments.	\$16,000.00
Employees' assessments.	16,000.00
	\$32,000.00

Disbursements:

Salaries in the Committee's Office (6 employees).	12,500.00
Travelling expenses of the chairman and members.	1,500.00
Salaries and travelling expenses of inspectors (4).	9,500.00
Board of Examiners.	800.00
Office rent and telephone.	3,100.00
Legal fees.	1,800.00
Audition of books.	600.00
Stationery.	1,000.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.	1,200.00
	\$32,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 1, 1948. 22995-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, Province of Quebec, formed under decree number 3088, of August 7, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1130 of September 1, 1948, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from August 10, 1948, to August 10, 1949, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers governed by decree No. 3088 of August 7, 1946, shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay roll for all persons, men and women subject to the said decree.

b) Tous les artisans travaillant individuellement ou en société, assujettis audit décret, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire. Pour les fins d'application de ce prélèvement et de ce règlement, le salaire de chaque artisan travaillant seul ou en société, est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15^e) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport (sur les formules fournies à cette fin par le Comité paritaire) indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédent à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité Paritaire, les prélèvements de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assermement dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15^e) jour de chaque mois, verser au Comité paritaire, le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article 1 ci-dessus.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes : 31 décembre, 1948, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1949.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés du Comité Paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District pour la période se terminant le 10 août 1949.

ESTIMÉ DES REVENUS ET DÉPENSES DU

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Pour la période commençant le 10 août 1948 et se terminant le 10 août 1949

Revenus:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels, salariés et artisans.....	\$76,000.00
Dommages liquidés.....	300.00
Pénalités.....	200.00
Intérêt sur obligations — Bons du Gouvernement.....	537.50

\$77,037.50

b) All artisans working individually or in partnership, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salary. For the purpose of this levy and this by-law, the salary of each artisan, working alone or in partnership, shall be considered fixed to an amount equal to the salary paid to the least remunerated journeyman employee.

c) All employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

2. Mode of Collection

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a return (on the form furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ subject to the said decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessments of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the Parity Committee, the assessments of his employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) day of each month, remit to the Parity Committee the amount of their assessments out of the salaries, wages or other remunerations received during the preceding month for work of the same nature or kind as that contemplated by the decree, within the jurisdiction determined by the said decree. These assessments shall be calculated in the manner set forth in the above section 1.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates : December 31, 1948, March 31, June 30, and September 30, 1949.

There is, annexed hereto, an estimate of the receipts and disbursements of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, for the period ending August 10, 1949.

ESTIMATE OF THE RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF THE

PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTREAL AND DISTRICT

For the period beginning August 10, 1948, and ending August 10, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers, employees and artisans.....	76,000.00
Liquidated damages.....	300.00
Penalties.....	200.00
Interest on bonds — Government bonds.....	537.50

\$77,037.50

<i>Dépenses:</i>		<i>Expenses:</i>	
Salaires — bureau.	\$32,500.00	Salaries — office.	\$32,500.00
Salaires — inspecteurs (ville).	10,000.00	Salaries — inspectors (town).	10,000.00
Salaires — inspecteurs (centres-ruraux).	2,800.00	Salaries — inspectors (rural centers)	2,800.00
Loyer.	3,420.00	Rent.	3,420.00
Éclairage	140.00	Lighting	140.00
Taxes.	125.00	Taxes.	125.00
Assurances.	300.00	Insurance.	300.00
Papeterie & fournitures de bureau	3,600.00	Stationery and office equipment.	3,600.00
Dépenses de voyage (inspection-ville)	900.00	Travelling expenses (inspection — town).	900.00
Dépenses de voyages (inspection — centres ruraux).	2,000.00	Travelling expenses (inspection — rural centers).	2,000.00
Frais légaux	2,000.00	Legal fees	2,000.00
Téléphone & télégrammes	1,000.00	Telephone and telegrams	1,000.00
Timbres-poste	680.00	Postal stamps.	680.00
Vérification des livres	380.00	Audition of books	380.00
Commission de banque.	100.00	Bank commissions.	100.00
Frais généraux.	2,800.00	General expenses.	2,800.00
Jetons de présence aux délégués.	1,080.00	Attendance fees to members.	1,080.00
Frais de déplacement des délégués.	1,200.00	Travelling expenses of members	1,200.00
Subvention — Commission d'Apprentissage.	5,000.00	Subventions — Apprenticeship Commission.	5,000.00
Assurance chômage.	250.00	Unemployment insurance.	250.00
Fonds de pension.	4,000.00	Retiring fund.	4,000.00
	\$74,275.00		\$74,275.00
<i>Surplus:</i>	2,762.50	<i>Surplus.</i>	2,762.50
	\$77,037.50		77,037.50

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec le 11 septembre 1948. 22994-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 22994-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 974, du 30 juin 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1130 du 1er septembre 1948, section "C"; le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 16 juillet 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leur liste de paye totale pour les salariés régis par le décret.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leur rémunération totale.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règle-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 974 of June 30, 1948, has been authorized by by-law 1130 of September 1, 1948, part "C" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned;

1. Assessments

The period of assessments extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to July 16, 1949, and is laid in the following manner:

a) All the professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 (one-eighth) of 1% of the payroll, bonuses, remunerations given to their employees governed by the said decree.

b) All the employees governed by the decree are required to pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/8 (one eighth) of 1% of their wages, commissions, bonuses or remunerations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which must be filled out according to the by-laws of

ments du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité Paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé, assermenté, et dressé au Comité Paritaire dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le Comité Paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, à compter du 17 juillet 1948 au 16 juillet 1949.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC (du 17 juillet 1948 au 16 juillet 1949)

Revenus probables :

Estimé des gages pour l'année	\$7,500,000.00
\$7,500,000. à 1/8 de 1% des employeurs professionnels.....	9,375.00
\$7,500,000. à 1/8 de 1% des salariés.....	9,375.00
	18,750.00

Dépenses probables :

Salaires, administration — Secrétaire, Inspecteur et Sténographe.....	11,180.00
Frais de déplacement des membres du Comité.....	3,682.00
Frais de déplacement des inspecteurs du Comité.....	1,500.00
Loyer et éclairage.....	508.00
Téléphone.....	100.00
Frais légaux.....	1,000.00
Vérification des livres.....	400.00
Impression et papeterie.....	200.00
Timbres-poste, téléphone L.D. et télégrammes.....	120.00
Taxes d'affaires et d'eau.....	60.00
	\$18,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23001-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Peinture, établi en exécution du décret numéro 1042 du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1131 du 1er septembre 1948, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts-refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sworn to before it is sent to the Parity Committee within a delay of fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial activities to the Minister of Labour, on the following dates: June 30, September 30 and December 31,

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec for the period between July 17, 1948, and July 16, 1949.

BUDGET OF THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC (from July 17, 1948 to July 16, 1949.)

Probable receipts :

Estimate of the wages to be paid during the year.....	\$7,500,000.00
\$7,500,000. à 1/8 of 1% Professional employers.....	9,375.00
\$7,500,000. à 1/8 of 1% Employees.....	9,375.00
	18,750.00

Probable expenses :

Salaries : administration — secretary, inspector, stenographer.....	11,180.00
Travelling expenses of the members of the committee.....	3,682.00
Travelling expenses of the inspectors of the committee.....	1,500.00
Rent and lighting.....	508.00
Telephone.....	100.00
Legal fees.....	1,000.00
Auditing of books.....	400.00
Printing and stationery.....	200.00
Stamps, telephone (L. D. calls) and telegrams.....	120.00
Business and water taxes.....	60.00
	\$18,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23001-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 1042 of August 4, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1131 of September, 1948, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

I. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 14 août 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1042 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% des salaires fixes et des pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$0.68 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret No 1042, et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage, bonis et allocations.

II. Mode de perception

En vertu de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

III. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Peinture, pour la période comprise entre le 14 août 1948 et le 14 août 1949.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE
DE LA PEINTURE
655, Immeuble New-Birks, Montréal

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 14 août 1948 et le 14 août 1949.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$1,500.00
Cotisation des salariés.....	1,500.00
	\$3,000.00

Déboursés:

Services du Comité conjoint des matériaux de construction (12 mois à \$200.00 par mois)	\$2,400.00
Frais légaux	50.00

I Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 14th of August 1949, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 1042 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of the wages fixed for least remunerated journeymen, i.e., \$0.68 per hour (minimum rate fixed by the decree).

c) The employees governed by said decree No. 1042 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

II. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

III. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee on the Paint Industry for the period between August 14th 1948 and August 14th 1949.

THE JOINT COMMITTEE OF THE
PAINT INDUSTRY
655 New Birks Bldg., Montreal.

Estimate of receipts and disbursements for the period between August 14th 1948 and August 1949,

Receipts:

Levies from professional employers. . .	\$1,500.00
Levies from employees	1,500.00
	\$3,000.00

Disbursements:

Services from the Building Materials Joint Committee (12 months at \$200. per month).....	\$2,400.00
Legal expenses.....	50.00

Vérificateur.....	100.00	Auditor.....	100.00
Jetons de présence:		Member's attendance fees:	
10 membres à \$5.00 par as-		10 members at \$5.00 per	
semblée.....	\$ 50.00	meeting.....	\$ 50.00
\$10.00 pour dépenses.....	100.00	\$10.00 for expenses.....	100.00
12 assemblées à.....	\$150.00	12 meetings at.....	\$150.00
Impression, papeterie, taxes, tim-	1,800.00	Printing, stationery, taxes, postage,	1,800.00
bres, etc.....	170.00	etc.....	170.00
	\$4,520.00		\$4,520.00
A être soustrait de la réserve.....	\$1,520.00	To be taken from reserve.....	\$1,520.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23025-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23025-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec et district, établi en exécution du décret numéro 659 du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1131 du 1er septembre 1948, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mars 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 659 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 659 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$28.50 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 659 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélevement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that Le Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie de Québec et District, formed under decree number 659 of May 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1131 of September 1, 1948, part "D", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to March 31, 1949; this levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree number 659 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in the case of employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 659, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, namely: \$28.50 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 659, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all the particulars which the Parity Committee requires. The professional employer shall complete sign and forward his report to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of the employees by means of a check off on the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the

l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur le refus d'un professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie de Québec et district, pour la période comprise entre le 30 juin 1948 et le 31 mars 1949.

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1948 et le 31 mars 1949.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels.	\$4,275.00
Artisans.	75.00
Salariés.	4,275.00
	\$8,625.00

Déboursés:

Loyer.	315.00
Ameublement.	75.00
Salaire du secrétaire-gérant.	1,365.00
Salaire de l'inspecteur.	1,365.00
Dépenses d'inspection.	1,365.00
Vérification des livres.	120.00
Jetons de présence.	1,440.00
Frais de déplacement.	900.00
Sténographe.	585.00
Papeterie et fournitures.	375.00
Timbres.	150.00
Frais légaux.	225.00
Téléphone.	75.00
Dépenses non prévues.	270.00
	\$8,625.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23018-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1130 du 1er septembre 1948, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessment laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, a five-day notice shall be served to fulfill the obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of Le Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie de Québec et District for the period between June 30, 1948, and March 31, 1949.

Probable receipts and disbursements, for the period between June 30, 1948, and March 31, 1949.

Receipts:

Assessments (½ of 1%)	
Professional employers.	\$4,275.00
Artisans.	75.00
Employees.	4,275.00
	\$8,625.00

Disbursements:

Rent.	315.00
Furniture.	75.00
Salary of secretary-treasurer.	1,365.00
Salary of inspector.	1,365.00
Inspection expenses.	1,365.00
Auditor.	120.00
Meeting expenses.	1,440.00
Travelling expenses.	900.00
Stenographer.	585.00
Stationery and equipment.	375.00
Stamps.	150.00
Legal charges.	225.00
Telephone.	75.00
Unforeseen expenses.	270.00
	\$8,625.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23018-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29, 1948, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 1130 of September 1, 1948, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 1er août 1948, au 31 juillet 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 99.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 doivent également payer au Comité paritaire, $\frac{1}{2}$ de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre, et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août, 1948, et le 31 juillet 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE
DES ACCESSOIRES DE MODE DANS L'ÎLE DE
MONTREAL

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1948 et le 31 juillet 1949.

<i>Revenus:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels.	\$3,500.00
Cotisations des salariés.	3,500.00
	\$7,000.00
<i>Dépenses:</i>	
Administration et salaires.	\$4,500.00
Dépenses de bureau (éclairage, taxes, comptabilité, assurances, téléphone)	600.00

1. Levy

The period of levy shall extend from August 1st, 1948 to July 31st, 1949, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree number 99.

b) All the artisans subject to decree number 99 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations:

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1, 1948 and July 31st, 1949, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION
ACCESSORIES INDUSTRY ON THE
ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the Receipts and Disbursements for the period between, August 1, 1948 and July 31, 1949.

<i>Income:</i>	
Levy upon professional employers. . .	\$3,500.00
Levy upon employees.	3,500.00
	\$7,000.00
<i>Expenditures:</i>	
Administration and Salaries.	\$4,500.00
Office overhead (light, taxes, accountancy, insurance, telephones)	600.00

Inspection.	600.00
Assemblées.	350.00
Frais légaux.	300.00
Impressions et papeterie.	300.00
Loyer.	250.00
Réserve pour dépenses imprévues. ...	100.00
	\$7,000.00

Inspection.	600.00
Meetings.	350.00
Legal fees.	300.00
Printing & Stationery.	300.00
Rent.	250.00
Reserve for contingencies.	100.00
	\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23000-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23000-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 3365 du 1er septembre 1944 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1131 du 1er septembre 1948, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels, barbiers, coiffeurs ou coiffeuses, assujettis audit décret, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations ou commissions qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les salariés des deux sexes régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au comité paritaire une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire de \$40.00 s'il s'agit d'un barbier, d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$30.00 s'il s'agit d'un barbier, d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur. Pour les coiffeuses, la cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$30.00 dans toute la juridiction territoriale du décret.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise eux-mêmes audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir mensuellement un rapport détaillé des recettes enregistrées par chaque salarié à son emploi, ce rapport doit être

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction, formed under Decree number 3365 of September 1, 1944 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1131 of September 1, 1948, part "E", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 1, 1948, to September 1st, 1949; it is laid in the following manner:

a) The professional employers — barbers, male or female hairdressers — governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations or commissions paid to their employees in the trades covered by the said decree.

b) The employees, male and female, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commission, bonuses or allocations.

c) The artisans, male and female, governed by the decree shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based upon a weekly remuneration of \$40.00, in the case of a barber, a hairdresser or a barber-hairdresser, in zones I and II. As for the other zones, such assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$30.00, in the case of a barber, a hairdresser or a barber-hairdresser. For female hairdressers, the assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$30.00 in the entire territorial jurisdiction of the decree.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send, every month, to the Parity Committee the assessments payable to the said committee.

The professional employers shall retain, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same, themselves, to the said committee together with their own assessments.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee requires every professional employer to transmit, every month, a complete report of the receipts of each employer in his employ; such report shall be

fait sur une formule spécialement fournie à cette fin par ledit comité.

Le rapport accompagné des cotisations doit être transmis au comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois, pour le mois précédent.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un estimé des recettes et des dépenses du Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le premier septembre 1948 et le premier septembre 1949.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEURS JURIDICTION DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 1er septembre 1948 et le 1er septembre 1949.

<i>Recettes :</i>	
Cotisations : ($\frac{1}{2}$ de 1%) :	
Employeurs professionnels	\$1,600.00
Salariés	1,600.00
Artisans	3,600.00
Certificats de qualification	200.00
	\$7,000.00

<i>Dépenses :</i>	
Salaires :	
Inspecteurs	\$1,660.00
Secrétaire	1,500.00
Bureau	1,910.46
Frais d'inspection	250.00
Frais d'enquête	200.00
Frais d'examen	200.00
Frais légaux	300.00
Loyer du bureau	284.00
Papeterie	150.00
Timbres, télégrammes, téléphone ..	125.00
Amortissement	7.50
Assurance-chômage	27.04
Assurance-garantie	10.00
Vérification des livres	60.00
Jetons de présence	216.00
Dépenses de voyages et divers.	100.00
	\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23027-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic, établi en exécution du décret numéro 1041, du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1127 du 1er septembre 1948, section "B", et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels,

made on special forms supplied for that purpose by the said committee.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month for the preceding month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, for the period between September 1st, 1948, and September 1st, 1949.

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st, 1948, and September 1st, 1949.

<i>Receipts :</i>	
Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%) :	
Professional employers	\$1,600.00
Employees	1,600.00
Artisans	3,600.00
Certificates of competency	200.00
	\$7,000.00

<i>Disbursements :</i>	
Salaries :	
Inspector	\$1,660.00
Secretary	1,500.00
Office	1,910.46
Inspection expenses	250.00
Investigation expenses	200.00
Examination expenses	200.00
Legal fees	300.00
Office rent	284.00
Stationery	150.00
Stamps, telegrams and telephone ...	125.00
Amortization	7.50
Unemployment insurance	27.04
Fidelity bond	10.00
Audition	60.00
Meeting expenses	216.00
Travelling expenses and miscellaneous	100.00
	\$7,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23027-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic", formed under decree number 1041 of August 4, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1127 of September 1, 1948, part "B", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers; the artisans and the

des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après:

employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 14 août 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1041 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1041 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité, soit \$30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1041 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic, pour la période comprise entre le 1er septembre 1948 et le 14 août 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTO-VOITURE
DE MÉGANTIC
(Siège social: Mégantic)

État des recettes et des déboursés probables

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to August 14, 1949; this levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1041, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree number 1041, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage fixed by the Committee, namely \$30.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1041, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with printed forms on which all the particulars required by the said Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessment of his employees by means of a check off on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the fifteenth day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, a five day notice shall be given to fulfil the obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire de l'Auto-Voiture de Mégantic" for the period between September 1, 1948, and August 14, 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'AUTO-VOITURE
DE MÉGANTIC
(Corporate seat: Mégantic)

Estimate of the receipts and disbursements for

pour la période comprise entre le 1er septembre 1948 et le 14 août 1949.

the period between September 1, 1948, and August 14, 1949.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 450.00
Salariés	450.00
	\$ 900.00

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 450.00
Employees	450.00
	\$ 900.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	\$ 400.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégramme	50.00
Vérification de livres	75.00
Assurance et frais de cautionnement	5.00
Bureau d'examineurs	50.00
Dépenses diverses et imprévues	320.00
	\$ 900.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary	\$ 400.00
Stationery, Printing, Stamps, Telephone and Telegrams	50.00
Audition	75.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Board of examiners	50.00
Various and unforeseen expenses	320.00
	\$ 900.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23029-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23029-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1129, du 1er septembre 1948, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and District of Hull, formed under decree No. 2246, of August 27, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1129, of September 1, 1948, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 31 août 1948 au 31 août 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from August 31, 1948, to August 31, 1949; it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2246, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, commissions, bonuses and allocations paid to their employees governed by the decree.

b) Les maîtres-barbiers ou coiffeuses travaillant seuls (artisan) régis par le décret numéro 2246, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus, basés sur le montant de \$25.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

b) The master-barbers or female hairdressers working alone (artisans) governed by decree number 2246 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based upon the amount of \$25.00 per week (minimum wage rate fixed by the decree).

c) Les salariés régis par le décret numéro 2246 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) The employees governed by decree No. 2246 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

Les employeurs professionnels doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

The professional employers shall forward their assessments, every month, to the office of the Parity Committee.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send the said sums, every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Sur refus d'un employeur professionnels ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaires.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull, pour la période se terminant le 31 août 1949.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE HULL

Estimé des recettes et déboursés probables pour la période se terminant le 31 août 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels (barbiers)	\$ 75.00
Artisans (barbiers)	210.00
Salariés (barbiers)	75.00
Coiffeuses (employeurs professionnels, salariés et artisans)	85.00
	\$ 445.00
<i>Déboursés:</i>	
Services du secrétaire-correspondant..	\$ 60.00
Services de l'inspecteur	45.00
Frais de déplacement des membres du Comité	130.00
Vérification des livres	40.00
Loyer du bureau	30.00
Papeterie, timbres, articles de bureau	30.00
Frais de voyages — inspections	30.00
Publicité	30.00
Divers	50.00
	\$ 445.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 11 septembre 1948. 23026-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 1040, du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1131, du 1er septembre 1948, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette*

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or give the required information, a notice shall be given requesting him to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial Report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of barbers and hairdressers of the City and district of Hull, for the period ending August 31, 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE CITY AND DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending August 31, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers (barbers)	\$ 75.00
Artisans (barbers)	210.00
Employees (barbers)	75.00
Female hairdressers (professional employers, employers and artisans)	85.00
	\$ 445.00
<i>Disbursements:</i>	
Secretary's services	\$ 60.00
Inspector's services	45.00
Travelling expenses of committee's members	130.00
Auditing of books	40.00
Office rent	30.00
Stationery, stamps, office equipment	30.00
Travelling expenses — inspections	30.00
Publicity	30.00
Miscellaneous	50.00
	\$ 445.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23026-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Male and Female Hairdressers of the district of Trois-Rivières, formed under decree number 1040 of August 4, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1131 of September 1, 1948, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec*

officielle de Québec au 1er juillet 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret N° 1040, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'il versent à leurs salariés des métiers régis par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$25.00 par semaine pour les hommes et \$18.00 par semaine pour les femmes, ce qui fera une cotisation mensuelle de 0.50 pour les hommes et 0.40 pour les femmes.

c) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans régis par le décret doivent faire la remise de leurs cotisations mensuellement au siège social du Comité paritaire (983, rue Royale, Trois-Rivières).

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité paritaire mensuellement.

Les cotisations doivent être remises au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois, i.e., les cotisations du mois de septembre sont payables le ou avant le 10 octobre et ainsi de suite pour chaque mois subséquent.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 14 août 1948 et le 1er juillet 1949.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des revenus et des dépenses probables pour la période comprise entre le 14 août 1948 et le 1er juillet 1949.

Revenus probables:	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 119.00
Salariés	135.00
Artisans	621.00
	\$ 875.00

Dépenses probables:	
Salaire de l'inspecteur	\$ 399.00
Frais de déplacement	49.14
Bureau des examinateurs	24.96
Loyer et éclairage	99.96
Frais judiciaires et professionnels	124.98
Impression et papeterie	49.98
Poste, téléphone et télégraphe	45.00
Dépréciation, ameublement et agencement	31.92

Official Gazette to July 1, 1949; such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1040, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the pay-roll, commissions, bonuses, allocations which they pay to their employees of the trades covered by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen employees, i.e. \$25.00 per week in the case of male artisans and \$18.00 per week in the case of female artisans which will result into a monthly assessment of \$0.50 for men and \$0.40 for women.

c) All the employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans governed by the decree shall send their assessments, every month, to the office of the Parity Committee (983 Royale Street, Three Rivers).

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said Committee every month.

The assessments shall be remitted to the Parity Committee on or before the 10th day of each month, i.e. the assessments for September are payable on or before October 10, and so forth for each subsequent month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières, for the period between August 14, 1948, and July 1, 1949.

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND MALE AND FEMALE HAIRDRESSERS OF THE DISTRICT OF TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 14, 1948, and July 1, 1949.

Probable receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 119.00
Employees	135.00
Artisans	621.00
	\$ 875.00

Probable expenses:	
Salary of the inspector	\$ 399.00
Travelling expenses	49.14
Board of examiners	24.96
Rent and lighting	99.96
Judicial and professional fees	124.98
Printing and stationery	49.98
Postage, telephone and telegraph	45.00
Depreciation, furniture and fixtures	31.92

Frais des délégués	50.06	Expenses of delegates	50.06
	\$ 875.00		\$ 875.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23033-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23033-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Ministre du Travail donne avis, par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1131 du 1er septembre 1948, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

I. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1948 au 10 septembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires établis: minimum de \$0.85 de l'heure.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur les formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit comité à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date de l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations

NOTICE OF LEVY

The Honourable Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No. 1764, of September 2, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1131 of September 1, 1948, part "C", in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 10, 1948, to September 10, 1949, and applies in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed: minimum of \$0.85 per hour.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money collected for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee, and transmit it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree, the sums owed to the Parity Committee and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they be sent to the Parity Committee. The said committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report

financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1948 et le 10 septembre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DE SOREL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1948 et le 10 septembre 1949.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels.....	\$1,300.00
Cotisations des salariés.....	1,300.00
Honoraires d'exams.....	165.00
	\$2,765.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire-gérant et inspecteur.....	\$2,080.00
Frais légaux.....	145.00
Vérification.....	60.00
Papeterie, timbres, etc.....	125.00
Téléphone.....	90.00
Divers.....	265.00
	\$2,765.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 septembre 1948. 23030-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS
SPÉCIAUX

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) que les règlements spéciaux adoptés par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1129 du 1er septembre 1948, section "B" et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1036 du 4 août 1948 (section "B").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

Certificats de qualification

Les certificats de qualification pour tous les compagnons sont obligatoires dans la juridiction territoriale déterminée dans le décret numéro 972, du 30 juin 1948, publié dans l'édition du 3 juillet 1948, de la *Gazette officielle de Québec*. Un certificat de qualification uniforme est fourni par le Comité paritaire et l'honoraire à être versé pour tel certificat est de deux dollars (\$2.00) dans le cas des compagnons (ouvriers qualifiés) qui ne sont pas membres d'aucune des associations de salariés, et de vingt-cinq cents (\$0.25) pour l'enregistrement des apprentis de première année et vingt-cinq cents (\$0.25) pour chaque année subséquente d'apprentissage.

Le présent règlement reconnaît les certificats de qualification émis par les organisations ouvrières suivantes:

covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1948, and September 10, 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING
INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1948, and September 10, 1949.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$1,300.00
Employees' assessments.....	1,300.00
Examination fees.....	165.00
	\$2,765.00

Expenses:

Salaries: Secretary-manager and inspector.....	\$2,080.00
Legal charges.....	145.00
Audition.....	60.00
Stationery, stamps, etc.....	125.00
Telephone.....	90.00
Miscellaneous.....	265.00
	\$2,765.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23030-o

NOTICE OF APPROVAL OF SPECIAL
BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws adopted by the Building Trades Joint Committee of Montreal have been approved by Order in Council number 1129 of September 1, 1948 (part "B") and added to the constitution and general by-laws of the said Committee already approved by Order in Council number 1036 of August 4, 1948, part "B".

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Certificates of competency

Certificates of competency in respect of all journeymen shall be obligatory within the territorial jurisdiction prescribed in order-in-council number 972 dated 30th June, 1948, published in the *Quebec Official Gazette* of 3rd July, 1948. A uniform competency certificate shall be furnished by the Parity Committee, the fee for which shall be two dollars (\$2.00) for journeymen (skilled workmen) not members of either of the employees' associations and twenty-five cents (\$0.25) for registration of first year apprentices and twenty-five cents for each year of apprenticeship thereafter.

The present Constitution shall validate the certificates of competency issued by the under-named Labour organisations:

- "Bricklayers, Masons and Marble Masons Int'l Union", 5724 rue Jeanne Mance, Montréal.
- Association Nationale des Briqueteurs et Maçons de Montréal, 1231 Est, rue Demontigny, Montréal.
- "United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America", 3560, boulevard St-Laurent, Montréal.
- Fraternité unie des Charpentiers-Menuisiers d'Amérique, Ste-Anne de Bellevue, Québec.
- Syndicat national des Charpentiers-Menuisiers inc. de Montréal, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- "International Union of Elevator Constructors" 110 rue du Pont, Québec.
- Syndicat catholique des Latteurs en Bois, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- Syndicat catholique des Latteurs métalliques, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo de Montréal, inc., 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- "International Union of Elevator Constructors", local 89, 1253 rue Stanley, Montréal.
- Fraternité des Peintres, Décorateurs & Tapisiers d'Amérique, 3560, boulevard St-Laurent, Montréal.
- Syndicat national des Peintres de Montréal, inc., 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- "Operative Plasterers and Cement Finishers Int'l Association", 909 Boulevard St-Laurent, Montréal.
- Association des Plâtriers et Finisseurs en Ciment de Montréal, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- Syndicat des Poseurs d'Acier d'Armature, inc., 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- "United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America", Valleyfield, Québec.
- "Sheet Metal Workers' International Association", 3560 blvd St-Laurent, Montréal.
- "International Association of Bridge, Structural & Ornamental Iron Workers", 909 blvd St-Laurent, Montréal.
- "International Brotherhood of Boilermakers, Iron Ship Builders, Welders and Helpers of America", 354 est, rue Ste-Catherine, Montréal.
- Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- Association nationale des Isolateurs d'Amiante et de Liège de Montréal, 1231 est, rue Demontigny, Montréal.
- "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of United States and Canada", 3560 blvd St-Laurent, Montréal.
- Wood, Wire & Metal Lathers' International Union" local 315, 111 avenue Tara Hall, Montréal.
- Bricklayers, Masons and Marble Masons International Union, 5724, Jeanne-Mance Street, Montreal.
- "Association Nationale des Briqueteurs et Maçons de Montréal," 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, 3560 St. Lawrence Boulevard, Montreal.
- United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Sainte-Anne-de-Bellevue, Quebec.
- "Syndicat National des Charpentiers-Menuisiers Inc. de Mtl.", 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- International Union of Elevator Constructors, 110 Bridge Street, Quebec, Quebec.
- "Syndicat Catholique des latters en Bois." 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- "Syndicat Catholique des Latteurs Métalliques", 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- "L'Association des Ouvriers de l'Industrie du Marbre, Tuile et Terrazzo de Montréal, Inc.", 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- International Union of Elevator Constructors, Local No. 89, 1253 Stanley Street, Montreal.
- "Fraternité des Peintres, Décorateurs et Tapisiers d'Amérique", 3560 St. Lawrence Boulevard, Montreal.
- "Syndicat National des Peintres de Montréal, Inc.", 1231, Demontigny Street, East, Montreal.
- Operative Plasterers and Cement Finishers International Association 909 St. Lawrence Boulevard, Montreal.
- "Association des Plâtriers et Finisseurs de Ciment de Mtl.", 1231 Demontigny Street, East Montreal.
- "Syndicat des Poseurs d'Acier d'Armature, Inc.", 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America, Valleyfield, Quebec.
- Sheet Metal Workers' International Association, 3560 St. Lawrence Boulevard, Montreal.
- International Association of Bridge, Structural & Ornamental Iron Workers, 909 St. Lawrence Boulevard, Montreal.
- International Brotherhood of Boilermakers, Iron Ship Builders, Welders and Helpers of America, 354 St. Catherine St. East, Montreal.
- "Association des Plombiers, Soudeurs et Poseurs d'Appareils de Chauffage," 1231 Demontigny Street, East, Montreal.
- "Association Nationale des Isolateurs d'Amiante et de Liège de Montreal, 1231 Demontigny Stréet, East, Montreal.
- United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of United States and Canada. 3560 St. Lawrence Boulevard, Montreal.
- Wood, Wire & Metal Lathers' International Union, Local No. 315, 111 Tara Hall Avenue, Montreal.

Tenue d'un registre

Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 972 la tenue d'un registre dans lequel sont indiqués les noms et prénoms ainsi que l'adresse de tous les salariés à leur emploi; leur qualification ou classification, l'heure exacte à laquelle le travail fut commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés, avec mention du mode et de l'époque de paiement ainsi que tout autre renseignement requis pour la bonne application du décret."

Keeping of a register

Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 972 the keeping of a registry giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other information required for the proper enforcement of the decree.

*"Rapport mensuel"**Monthly report*

Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 972 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit signé par lui-même, ou par une personne autorisée à son emploi, dans lequel doit être indiqué les noms et prénoms et l'adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de tel travail et les salaires payés. Ledit rapport doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois et couvrir le mois précédent. Les employeurs professionnels peuvent obtenir les formules nécessaires pour faire ce rapport du Comité paritaire."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948.

23028-o

Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires all professional employers governed by the decree number 972 to transmit to it a monthly report in writing signed by himself, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the tenth of each month and shall cover the preceding month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Parity Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948.

23028-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

NOTICE OF APPROVAL OF SPECIAL BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de la Construction et de la Réparation mécanique dans la région de Québec ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1129 du 1er septembre 1948, section "E", et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1036 du 4 août 1948 (section "D").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

Tenue du registre

Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Rapport mensuel

Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 973 du 30 juin 1948 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le, ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws adopted by the Parity Committee of the Mechanical Construction and Repair Industry of the Quebec District have been approved by Order in Council number 1129 of September 1, 1948, part "E", and added to the constitution and general by-laws of the said committee already approved by Order in Council number 1036 of August 4, 1948 (part "D").

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Keeping of a register

Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decree number 973 of June 30, 1948, the keeping of a register giving the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and period of payment, as well as all other information required for the proper enforcement of the decree.

Monthly report

Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires all professional employers governed by the decree number 973 of June 30, 1948, to transmit to it a monthly report in writing signed by himself, or by an authorized person in their employ, on which shall be given the name in full and address of every employee in their employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th of each month and shall cover the preceding month. The professional employers may obtain the necessary forms for making the said report from the Parity Committee.

Certificat de qualification

Certificate of competency

Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toutes les municipalités de plus de cinq mille (5,000) âmes, suivant le dernier recensement du Canada, dans la juridiction territoriale du décret numéro 973 du 30 juin 1948 pour tous les salariés assujettis audit décret, exerçant un ou des métiers pour lesquels un temps d'apprentissage est reconnu.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de quatre (4) membres, soit deux (2) représentants patronaux et deux (2) représentants ouvriers, pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de deux (2) membres, soit un (1) représentant patronal et un (1) représentant ouvrier.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraire une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948. 23031-o

Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency in all municipalities of more than five thousand (5,000) souls, according to the last Federal census, in the territorial jurisdiction of the decree number 973 of June 30, 1948, for all the employees governed by the said decree, and plying one or more of the trades for which an apprenticeship is required.

The Parity Committee forms a Board of Examiners of four (4) members, two (2) of which to be employers' representatives and two (2) to be employees' representatives, to determine the qualification of the employees and issue the said certificates. The quorum of the Board of Examiners shall be two (2) members, one (1) employers' and one (1) employees' representatives.

The Committee may exact a fee not exceeding \$2.00 for the examination of a qualified worker and \$1.00 for the examination of an apprentice.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948. 23031-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

NOTICE OF APPROVAL OF SPECIAL BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte suit, adoptés par le Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'île de Montréal, établis en exécution du décret numéro 913 du 16 juin 1948, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1129 du 1er septembre 1948, section "D", et ont été ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1077 du 12 août 1948 (Section "A").

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

250 Register

Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 913 du 16 juin 1948, relatif à l'industrie du camionnage de l'île de Montréal, doivent tenir en système d'enregistrement de tout travail ou un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement. Ce registre doit être tenu conformément à la façon déterminée et prescrite par le Comité paritaire.

260 Rapport mensuel

Tous les employeurs professionnels susmentionnés doivent transmettre au Comité paritaire de l'Industrie du Camionnage de l'île de Montréal, un rapport mensuel, écrit, signé par l'employeur qui le soumet ou par une personne responsable à son emploi de laquelle ledit employeur est tenu responsable. Ce dit rapport doit indiquer les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail faites par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws adopted by the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, established under decree number 913 of June 16, 1948 have been approved by Order in Council number 1129 of September 1, 1948, part "D", and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, approved by Order in Council number 1077 of August 12, 1948, part "A".

Pursuant to the Collective Agreement Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

250 Register

Every professional employers governed by the decree number 913 of June 16, 1948, relating to the trucking industry in the Island of Montreal, shall keep a registration system for all work under his control or a register in which are mentioned the name in full and address of all employees in his employ, their qualification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the mode and time of payment. Such register shall be kept as determined and prescribed by the Parity Committee.

260 Monthly report

Every professional employer above mentioned shall transmit to the trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal a monthly report, in writing, signed by the employer concerned or by an authorized person in his employ for which the employer is held responsible. Such report shall indicate the name in full and address of all employees in his employ, their qualification, the number of hours worked by them during each week of the period for which the report is submitted, the nature of such work and the wages paid

nature de son travail et le salaire payé chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis.

Les employeurs professionnels doivent transmettre ces rapports sur les formules fournies par le Comité paritaire de l'Industrie du Camionnage de l'Île de Montréal, à cette fin, lesquels rapports doivent être parvenus au Comité paritaire le ou avant le vingt-cinquième (25ième) jour de chaque mois, pour le mois précédent.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 septembre 1948.

23032-o

each week of the period for which the report is submitted.

The professional employer shall transmit such reports on forms supplied for that purpose by the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal; the report shall reach the Parity-Committee on or before the twenty-fifth (25th) day of each month, for the preceding month.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 11, 1948.

32032-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Beaudry	René	21	Ste-Julienne.....	Séminaire de Joliette.

Joliette, le 2 septembre 1948 — Joliette, September 2, 1948.

23015-37-2-o

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 26 août 1948.

L'honorable Joseph Bilodeau, de la cité de Québec, conseil en loi du Roi et juge en chef des Sessions, à Québec: nommé, à compter du 1er septembre 1948, Magistrat de district, avec juridiction dans toute la province, et nommé en outre, à compter de cette date, Magistrat de district en chef, avec résidence dans la cité de Québec.

23023-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, August 26, 1948.

The Honourable Joseph Bilodeau, of the city of Quebec, King's Counsel and Chief Justice of the Sessions, at Quebec: appointed, as from the 1st of September, 1948, district Magistrate, with jurisdiction over the whole Province, and appointed, moreover, as from the same date, Chief District Magistrate, with residence in the city of Quebec.

23023

Sièges sociaux

LES INDUSTRIES PORT JOLI LIMITÉE
PORT JOLI INDUSTRIES LIMITED

Réglement N° 42

ATTENDU que la compagnie possède maintenant son usine à St-Jean-Port-Joli;

ATTENDU que toutes ses opérations commerciales se font à St-Jean-Port-Joli et qu'il n'est plus pour elles d'aucune utilité d'entretenir son bureau à Québec, mais qu'il est plutôt dans l'intérêt de tout le monde que ses bureaux se trouvent au même endroit que son usine;

ATTENDU qu'en conséquence, la compagnie entend fermer ses bureaux à Québec pour les tenir désormais à son usine à St-Jean-Port-Joli;

Head Offices

LES INDUSTRIES PORT JOLI LIMITÉE
PORT JOLI INDUSTRIES LIMITED

By-Law N° 42

"WHEREAS the company now owns its plant at St-Jean-Port-Joli;

WHEREAS all its commercial operations are now carried on at St-Jean-Port-Joli, and that it is no longer in any way useful to maintain its office at Quebec, but that it is rather in everyone's interest that its offices be at the same place as its plant;

WHEREAS, consequently the company intends to close its offices at Quebec and to hold them, in future, at its plant, at St-Jean-Port-Joli;

IL EST PROPOSÉ et RÉSOLU à l'unanimité que le siège social de la compagnie soit dorénavant fixé à St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, Province de Québec, au lieu d'en la cité de Québec."

Nous, soussignés, certifions que cette copie est la reproduction exacte du règlement contenu au livre des minutes de la compagnie, lequel règlement a été adopté par les actionnaires à une assemblée spéciale tenue le 3 (trois) février 1948, à laquelle il y avait quorum.

Le Président,
ALEX. COULOMBE,
Le Secrétaire-trésorier,
J.-C. CARON.

23007-o

IT IS MOVED and unanimously RESOLVED that the head office of the company be, in future, established at St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, Province of Quebec, instead of in the city of Quebec."

We, the undersigned, do certify that this copy is an exact reproduction of the By-law contained in the Record of the minutes of the company, said By-law was adopted by the shareholders at a special meeting held on February 3rd (third) 1948, at which there was quorum.

ALEX COULOMBE,
President.
J. C. CARON,
Secretary Treasurer.

23007-o

ROGER DUBUC CIE LTÉE

Extraits des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Roger Dubuc Cie Ltée", tenue à Montréal-Sud, au N° 401, Ste-Hélène, le 15 juin 1948, à 8.30 P.M., concernant le changement du siège social de la compagnie de la Ville de Jacques-Cartier à la Ville de Montréal-Sud.

"Sur proposition dûment appuyée il est unanimement résolu que:

Le siège social ou bureau principal de la compagnie est situé au N° 401, rue Ste-Hélène, en la Ville de Montréal-Sud; mais il pourra être transporté ailleurs en n'importe quel temps conformément à la Loi des compagnies de Québec."

Certifié vrai extrait.

Le Secrétaire,
RENE LORD.

23008-o

ROGER DUBUC CIE LTÉE

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the shareholders of "Roger Dubuc Cie Ltée", held at Montreal-South, at No. 401, Ste-Hélène, on June 15, 1948, at 8.30 P.M. concerning the change of the head office of the company from the town of Jacques-Cartier to the town of Montreal-South.

"Upon its being duly moved and seconded it is unanimously resolved that:

The head office or principal office of the company is situate at 401 Ste-Hélène Street, in the town of Montreal-South, but it may be moved elsewhere at any time pursuant to the Quebec Companies' Act."

Certified true excerpt.

RENE LORD,
Secretary.

23008-o

Soumissions

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-FÉLIX-DE-VALLOIS (Comté de Joliette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi, le 27 septembre 1948, pour l'achat de \$80,000.00 d'obligations de la municipalité du Village de St-Félix-de-Valois, comté de Joliette, datées du 1er octobre 1948 et remboursables en séries du 1er octobre 1949 au 1er octobre 1963 inclusivement, à un taux d'intérêt n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le prix d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—15 ans—\$80,000.00

Année	Capital
1er octobre 1949.....	\$1,000.00
1er octobre 1950.....	1,000.00
1er octobre 1951.....	1,000.00
1er octobre 1952.....	1,000.00
1er octobre 1953.....	1,000.00
1er octobre 1954.....	1,000.00
1er octobre 1955.....	1,000.00
1er octobre 1956.....	1,000.00
1er octobre 1957.....	1,000.00
1er octobre 1958.....	1,500.00
1er octobre 1959.....	1,500.00

Tenders

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF ST-FÉLIX-DE-VALLOIS VILLAGE (County of Joliette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, Monday, the 27th of September 1948, for the purchase of \$80,000.00 of bonds of the Municipality of St-Félix-de-Valois, (village) county of Joliette, dated the 1st of October, 1948, and redeemable serially from the 1st of October 1949, to the 1st of October 1963 inclusively, at a rate of interest not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year.—The rate of interest may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption—15 years—\$80,000.00

Year	Capital
1st October 1949.....	\$1,000.00
1st October 1950.....	1,000.00
1st October 1951.....	1,000.00
1st October 1952.....	1,000.00
1st October 1953.....	1,000.00
1st October 1954.....	1,000.00
1st October 1955.....	1,000.00
1st October 1956.....	1,000.00
1st October 1957.....	1,000.00
1st October 1958.....	1,500.00
1st October 1959.....	1,500.00

1er octobre 1960.	1,500.00
1er octobre 1961.	1,500.00
1er octobre 1962.	1,500.00
1er octobre 1963.	63,500.00

1st October 1960.	1,500.00
1st October 1961.	1,500.00
1st October 1962.	1,500.00
1st October 1963.	63,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Joliette ou à St-Félix-de-Valois, comté de Joliette.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts révisés de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 septembre 1948, à 8 heures de l'après-midi, à la salle paroissiale de St-Félix-de-Valois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félix-de-Valois, (Joliette), ce septième jour du mois de septembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
ONIAS HÉNAULT.

23035-o

Province de Québec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le vingt-septième jour du mois de septembre 1948, pour l'achat d'une émission de \$90,000 d'obligations de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er septembre 1948 et remboursables par séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1963 avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Les obligations seront en dénominations de \$500 et de \$1,000. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — 15 ans — \$90,000

Année	Capital
1er septembre 1949.	\$ 3,500
1er septembre 1950.	3,500
1er septembre 1951.	3,500
1er septembre 1952.	3,500
1er septembre 1953.	4,000
1er septembre 1954.	4,000
1er septembre 1955.	4,000
1er septembre 1956.	4,000
1er septembre 1957.	4,500
1er septembre 1958.	4,500
1er septembre 1959.	4,500
1er septembre 1960.	4,500
1er septembre 1961.	5,000
1er septembre 1962.	5,000
1er septembre 1963.	32,000

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Québec, à Montréal, aux Trois-Rivières ou au Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Joliette or St-Félix-de-Valois, county of Joliette.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, the 27th day of September 1948, at 8 o'clock in the evening, at the parish hall of St-Félix-de-Valois.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Félix-de-Valois, (Joliette) this 7th day of September 1948.

ONIAS HÉNAULT,
Secretary-Treasurer.

23035-o

Province of Quebec

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to five o'clock in the afternoon, Monday, the twenty-seventh day of the month of September, 1948, for the purchase of an issue of \$90,000 of bonds of the City of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated the 1st of September, 1948, and redeemable serially from the 1st of September, 1949, to the 1st of September, 1963, with interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually the 1st of March and 1st of September of each year. The rate offered may be the same or may vary according to maturities. The bonds will be in denominations of \$500 and \$1,000. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — 15 years — \$90,000

Year	Capital
September 1, 1949.	\$ 3,500
September 1, 1950.	3,500
September 1, 1951.	3,500
September 1, 1952.	3,500
September 1, 1953.	4,000
September 1, 1954.	4,000
September 1, 1955.	4,000
September 1, 1956.	4,000
September 1, 1957.	4,500
September 1, 1958.	4,500
September 1, 1959.	4,500
September 1, 1960.	4,500
September 1, 1961.	5,000
September 1, 1962.	5,000
September 1, 1963.	32,000

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Quebec, Montreal, Trois-Rivières or at Cap-de-la-Madeleine.

Ces obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212, S.R.Q. 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison. Ces obligations seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, laquelle sera tenue lundi le 27ème jour du mois de septembre 1948, à 7 heures p.m. à la Salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel de ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine, ce huitième jour du mois de septembre 1948.

Le Greffier,
F. BEAUMIER, C.S.C.

23034-o

The said bonds may, under the authority of chapter 212, R.S.Q., 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery. The said bonds will be delivered in the shortest possible delay.

Tenders will be opened and considered at a regular meeting of the Council of the City of Cap-de-la-Madeleine, to be held on Monday the 27th day of the month of September, 1948, at 7 o'clock P.M., in the Council meeting Hall, in the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine, this eighth day of the month of September, 1948.

F. BEAUMIER, C.S.C.,
Clerk.

23034

Vente par licitation

Province de Québec, district de Richelieu,
Cour Supérieure, N° 11-056.

AVIS DE LICITATION

Avis public est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le trentième jour d'août, mil neuf cent quarante-huit, dans une cause dans laquelle Henri Martin fils, cultivateur de St-David, comté d'Yamaska, district de Richelieu, est demandeur, et Marie Martin, épouse de Louis Rémillard, Blanche Martin épouse de Hervé Millette, Aurore Martin épouse de A. Charest, Rosa Martin, fille majeure, Angeline Martin, épouse de Ernest Richard, tous domiciliés aux États-Unis d'Amérique ou de lieux inconnus, et Josaphat Martin, de St-Aimé, district de Richelieu, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

1° "Une terre située en la paroisse de St-Aimé, district de Richelieu, de la contenance de un arpent et demi de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée au cadastre officiel d'enregistrement pour la dite paroisse de St-Aimé comme étant le lot numéro Seize (N° 16)".

2° "Une terre située en la paroisse de St-Aimé, district de Richelieu, de la contenance de trois arpents de largeur par vingt-et-un arpents de profondeur, connue et désignée au cadastre officiel d'enregistrement pour ladite paroisse de St-Aimé comme étant le lot numéro dix-sept (N° 17), avec bâtisses y érigées".

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère en bloc et vendus comme une seule et même exploitation, au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent quarante-huit, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Sorel, à ONZE heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de

Sale by Licitaton

Province of Quebec, district of Richelieu,
Superior Court, No. 11-056

NOTICE OF LICITATION

Public notice is hereby given that un virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, on the thirtieth day of August, nineteen hundred and forty-eight, in a case wherein Henri Martin junior, farmer, of St. David, county of Yamaska, district of Richelieu, is plaintiff; and Marie Martin, wife of Louis Rémillard, Blanche Martin, wife of Hervé Millette, Aurore Martin, wife of A. Charest, Rosa Martin, spinster, Angeline Martin, wife of Ernest Richard, all domiciled in the United States of America or of parts unknown, and Josaphat Martin, of St-Aimé, district of Richelieu, are defendants, ordering the licitation of the following immovables, to wit:

1. "A farm situate in the parish of St-Aimé, district of Richelieu, measuring one and one half arpent in width by twenty-one arpents in depth, more or less, known and designated on the official cadastre for the said parish as being lot number sixteen (No. 16)."

2. "A farm situate in the parish of St-Aimé, district of Richelieu, measuring three arpents in width by twenty-one arpents in depth, known and designated on the official cadastre for said parish of St-Aimé as being lot number seventeen (No. 17) — with buildings thereon erected."

The immovables hereinabove designated will be put up to auction "en bloc" and sold as one, single exploitation to the highest and last bidder on the FIFTEENTH day of OCTOBER, nineteen hundred and forty-eight, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, at Sorel, at ELEVEN o'clock in the forenoon, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office

ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sorel, le 31 août 1948.

Le Procureur du demandeur,
22977-36-2-o H. MICHAUD.

of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Sorel, August 31, 1948.

H. MICHAUD,
22977-36-2 Attorney for the plaintiff.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure-District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir : { DAME CLARINDA BENOIT, ménagère, veuve d'Arthur Tétreault, épouse en secondes noces, séparée de biens, de Zoel Fortier, rentier, tous deux de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; contre le défendeur, ALFRED SURPRENANT, autrefois de Saint-Jean, district d'Iberville, et maintenant de Philipsburg, district de Bedford, défendeur; et J.-E. BOIVIN, d'Iberville, district d'Iberville, en sa qualité de registrateur du bureau d'enregistrement du district d'Iberville, MIS-EN-CAUSE.

Comme appartenant audit défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, mesurant en front quatre (4) arpents sur trente-trois (33) arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue sous les lots 313-314 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE, 1948, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
St-Jean, 17 août, 1948. 22890-34-2-o
[Première insertion, le 21 août, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir : { WEBSTER & SONS LIMITED, corporation légale ayant un bureau d'affaires à Québec, P.Q., contre ONÉSIME DUCHESNEAU, de St-Louis de Courville, à savoir :

Les bâtisses, circonstances et dépendances érigées sur les lots Nos 169-13 (cent soixante-neuf—treize), 170-13 (cent soixante-dix—treize) et 168-3 (cent soixante-huit—trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, maintenant situées en la paroisse de St-Louis de Courville.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Courville, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 8 septembre 1948. 23016-37-2-o
[Première insertion : 11 septembre 1948.]
[Seconde insertion : 25 septembre 1948.]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court-District of Iberville

Saint-Jean, to wit : { DAME CLARINDA BENOIT, housekeeper, widow of Arthur Tétreault, wife in second marriage, separate as to property, of Zoel Fortier, independent gentlemen, both of Marieville, district of Saint-Hyacinthe, and this last one to authorise his wife for these presents, plaintiff; against the defendant, ALFRED SURPRENANT, formerly of Saint-Jean, district of Iberville, and now of Philipsburg, district of Bedford, defendant; and J.-E. BOIVIN, of Iberville, district of Iberville, in his quality of register of the register office of the district of Iberville, MIS-EN-CAUSE.

As belonging to the said defendant.

A farm situate in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, measuring in front four (4) arpents in width, by thirty-three (33) arpents in depth, all more or less, known as lots numbers 313-314 on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, with buildings hereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER, 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jean, August 17, 1948. 22890-34-2-o
[First insertion, August 21, 1948]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : { WEBSTER & SONS LIMITED, a legal corporation, having a business office at Quebec, P. Q.; against ONÉSIME DUCHESNEAU, of St-Louis de Courville, to wit :

The buildings, circumstances and dependencies on lots Nos. 169-13 (one hundred and sixty-nine—thirteen) 170-13 (one hundred and seventy—thirteen) and 168-3 (one hundred and sixty-eight—three) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, now situate in the parish of St-Louis de Courville.

To be sold at the parochial church door of St-Louis de Courville, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 8, 1948. 23016-37-2-o
[First insertion: September 11, 1948.]
[Second insertion: September 25, 1948.]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 37

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1130, section "B" — Comité paritaire de l'industrie de la chaussure.....	2429
1132, section "A" — Métiers de boulanger et distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries dans la région des Trois-Rivières.....	2427
1132, section "B" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al.</i>	2433
1132, section "C" — Employés de tavernes dans la cité de Québec.....	2430
1132, section "D" — Industrie de la chaussure dans la province de Québec	2429
1132, section "E" — Manutentiers de fret, navigation intérieure et côtière, dans le havre de Montréal.....	2429
1133 — Industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.....	2422
1134 — Employés de garages dans les îles de Montréal et de Jésus.....	2434

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2409

AVIS DIVERS:

Chantier Coopératif de Nédélec (Fondation).....	2446
Corporation des Éditions Fides (Amendement).....	2446
L'Association des Employés de J. E. Fournier Limitée (Formation).....	2445
Longueuil, cité de (Changement de date des élections).....	2445
Northern Quebec Power Company, Limited (Digues).....	2445
Paul's Limited (Distribution de l'actif)	2446
Thomas Mfg. Co. (Canada) Ltd. (Directeurs).....	2446

CHARTES — ABANDON DE:

La Compagnie de Machineries Mercier	2446
La Meunerie Cartierville Milling co. ltée	2447
Paul's Limited.....	2447

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Quebec Iron and Titanium Corporation	2447
--------------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Eaton, munic. scolaire de.....	2448
Notre-Dame des Laurentides, munic. scolaire de.....	2449
Orford, munic. scolaire de.....	2448
St-Ambroise de la Jeune Lorette, munic. scolaire de.....	2448
St-Tharcisius-Ouest, munic. scolaire de	2448
Wickham-Est, munic. scolaire de.....	2447

TERRES ET FORÊTS:

Beauport, paroisse de.....	2449
----------------------------	------

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la peinture (Prélèvement).....	2454
--	------

ORDERS IN COUNCIL:

1130, part "B" — Joint Committee of the Shoe Industry.....	2429
1132, part "A" — Bakers and distributors of bread, cakes and pastries in the district of Three-Rivers.....	2427
1132, part "B" — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al.</i>	2433
1132, part "C" — Tavern employees in the city of Quebec.....	2430
1132, part "D" — Shoe industry in the Province of Quebec.....	2429
1132, part "E" — Freight handlers, inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal.....	2429
1133 — Paper box industry in the district of Quebec.....	2422
1134 — Garage employees in Montreal and Jesus Islands.....	2434

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2409

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chantier Coopératif de Nédélec (Fondation).....	2446
Corporation des Éditions Fides (Amendement).....	2446
L'Association des Employés de J. E. Fournier Limitée (Formation).....	2445
Longueuil, city of (Change of date of elections).....	2445
Northern Quebec Power Company, Limited (Dams).....	2445
Paul's Limited (Distribution of the assets).....	2446
Thomas Mfg. Co. (Canada) Ltd. (Directors).....	2446

CHARTERS — SURRENDER OF:

La Compagnie de Machineries Mercier	2446
La Meunerie Cartierville Milling co. ltée	2447
Paul's Limited.....	2447

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Quebec Iron and Titanium Corporation	2447
--------------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Eaton, school munic. of.....	2448
Notre-Dame des Laurentides, school munic. of.....	2449
Orford, school munic. of.....	2448
St-Ambroise de la Jeune Lorette, school munic. of.....	2448
St-Tharcisius-West, school munic. of..	2448
Wickham-East, school munic. of.....	2447

LANDS AND FORESTS:

Beauport, parish of.....	2449
--------------------------	------

LABOUR:

Joint Committee of the Paint Industry (Levy).....	2454
---	------

Comité conjoint des barbiers, coiffeurs et coiffeuses de la cité et du district de Hull (Prélèvement).....	2462	Joint Committee of Barbers and Hairdressers of the City and District of Hull (Levy).....	2462
Comité conjoint des barbiers et coiffeuses, juridiction de Québec (Prélèvement).....	2459	Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction (Levy).....	2459
Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal (Approbation de règlements spéciaux).....	2466	Building Trades Joint Committee of Montreal (Approval of special by-laws).....	2466
Comité paritaire de l'auto-voiture de Mégantic (Prélèvement).....	2460	Comité paritaire de l'auto-voiture de Mégantic (Levy).....	2460
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec et district (Prélèvement).....	2456	Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec et district (Levy).....	2456
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Prélèvement).....	2451	Printing Industry Parity Committee for Montreal and District (Levy).....	2451
Comité paritaire de l'industrie des accessoires de Mode dans l'Île de Montréal (Prélèvement).....	2457	Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal (Levy).....	2457
Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec (Prélèvement).....	2453	Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec (Levy).....	2453
Comité paritaire du commerce de détail à Québec (Prélèvement).....	2450	Quebec Retail Trade Parity Committee (Levy).....	2450
Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Prélèvement).....	2465	Joint Committee of the Building Industry of Sorel (Levy).....	2465
Comité paritaire de l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec (Approbation de règlements spéciaux).....	2468	Parity Committee of the Mechanical Construction and Repair Industry of the Quebec District (Approval of special by-laws).....	2468
Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'Île de Montréal (Approbation de règlements spéciaux).....	2469	Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal (Approval of special by-laws).....	2469
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et District (Prélèvement).....	2463	Parity Committee of the Barbers and Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières (Levy).....	2463
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Laurentides: étude du droit.....	2470	Laurentides: study of law.....	2470
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Anglo-United Textiles Co. Ltd.....	2410	Anglo-United Textiles Co. Ltd.....	2410
Brodeur & Brodeur Compagnie Limitée	2411	Brodeur & Brodeur Compagnie Limitée	2411
Bunny-Joy Childrens' Wear Inc.....	2411	Bunny-Joy Childrens' Wear Inc.....	2411
Cote des Neiges Community Association.....	2412	Cote des Neiges Community Association.....	2412
Desrosiers Cast Stone Ltd.....	2412	Desrosiers Cast Stone Ltd.....	2412
Duckett & Duckett Limitée.....	2412	Duckett & Duckett Limitée.....	2412
Hector Groulx Inc.....	2413	Hector Groulx Inc.....	2413
J. A. Ferland & Fils Limitée.....	2413	J. A. Ferland & Fils Limitée.....	2413
Joselli Suits (Canada) Inc.....	2414	Joselli Suits (Canada) Inc.....	2414
La Compagnie des Immeubles Viger Limitée.....	2414	La Compagnie des Immeubles Viger Limitée.....	2414
L'Association des Taxis de Mont-Joli, Inc.....	2414	L'Association des Taxis de Mont-Joli, Inc.....	2414
Laviolette Express Limitée.....	2415	Laviolette Express Limitée.....	2415
Mademoiselle Bonneville Inc.....	2415	Mademoiselle Bonneville Inc.....	2415
Michael Fink Textiles Inc.....	2415	Michael Fink Textiles Inc.....	2415
Nadeau & Girard Cie Ltée.....	2416	Nadeau & Girard Cie Ltée.....	2416
Pascal Blouse Inc.....	2416	Pascal Blouse Inc.....	2416
Philip A. Singer, Ltd.....	2417	Philip A. Singer, Ltd.....	2417
Provincial White Motor Sales Limited.....	2417	Provincial White Motor Sales Limited.....	2417
Rouville Amusements Company Ltd.....	2418	Rouville Amusements Company Ltd.....	2418
Scarsdale Securities Ltd.....	2418	Scarsdale Securities Ltd.....	2418
Ste-Thècle Construction Limitée.....	2418	Ste-Thècle Construction Limitée.....	2418
Syndicat Laurentien d'Initiatives — Laurentian Tourist Syndicate.....	2419	Syndicat Laurentien d'Initiatives — Laurentian Tourist Syndicate.....	2419
Varsity Pants Inc.....	2419	Varsity Pants Inc.....	2419
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Avery-Fortin Ltée — Avery-Fortin Ltd.....	2420	Avery-Fortin Ltée — Avery-Fortin Ltd.....	2420
Clonic Entreprises Limited.....	2420	Clonic Entreprises Limited.....	2420
Fred Schultz Flooring and Tile Limited	2420	Fred Schultz Flooring and Tile Limited	2420
La Compagnie de Téléphone du Nord Limitée.....	2420	La Compagnie de Téléphone du Nord Limitée.....	2420

Maple Leaf Tile & Ceramics Ltd..	2421	Maple Leaf Tile & Ceramics Ltd..	2421
Savoy Drug Ltd.	2421	Savoy Drug Ltd.	2421
The Grissol Bread Specialties Limited	2421	The Grissol Bread Specialties Limited	2421
Windsor Trading Co. Ltd.	2421	Windsor Trading Co. Ltd.	2421

NOMINATION:

Bilodeau, Hon. Joseph.	2470
--------------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Les Industries Port Joli Limitée — Port Joli Industries Limited.	2470
Roger Dubuc Cie Ltée.	2471

SOUMISSIONS:

Cap-de-la-Madeleine, cité de	2472
St-Félix-de-Valois, village de	2471

VENTE PAR LICITATION:

Martin vs Martin <i>et al.</i>	2473
--	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

IBERVILLE:

Benoit <i>et vir</i> vs Surprenant.	2474
---	------

QUÉBEC:

Webster & Sons Limited vs Duches- neau	2474
---	------

23036-o

APPOINTMENT:

Bilodeau, Hon. Joseph.	2470
--------------------------------	------

HEAD OFFICES:

Les Industries Port Joli Limitée — Port Joli Industries Limited.	2470
Roger Dubuc Cie Ltée.	2471

TENDERS:

Cap-de-la-Madeleine, city of	2472
St-Félix-de-Valois, village of.	2471

SALE BY LICITATION:

Martin vs Martin <i>et al.</i>	2473
--	------

SHERIFFS' SALES:

IBERVILLE:

Benoit <i>et vir</i> vs Surprenant.	2474
---	------

QUÉBEC:

Webster & Sons Limited vs Duches- neau	2474
---	------

23036-o

